S'affranchir du monopole du français en Afrique francophone subsaharienne: le cas
particulier de la Côte-d'Ivoire

par

Frank Adou

Thèse soumise à la « Faculty of Graduate Studies and Research »

Comme exigence partielle en vue de l'obtention

de la maîtrise en français

(Master of Arts)

Department of French

Carleton University

Ottawa, Ontario

February 24, 2009

© 2009

Library and
Archives Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-51997-4
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-51997-4

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

■ ■ ■
Canada

Résumé

Nos propos dans cette étude porteront sur la nécessité d'établir un rapport de complémentarité entre le français et les langues locales des pays francophones d'Afrique subsaharienne. La notion de partenariat entre les langues de l'espace francophone telle que définie par l'Organisation Internationale de la Francophonie ouvre des voies pour une meilleure gestion du plurilinguisme africain. La première partie de cette étude a pour objectif de faire ressortir l'écart qui existe entre le statut du français et ses fonctions sociales. Nous examinerons les conséquences qu'entraîne une politique linguistique fondée sur l'unilinguisme, telle que pratiquée dans un contexte plurilingue comme la Côte-d'Ivoire. Nous verrons à quel point une telle politique a contribué non seulement à l'émergence de nouvelles variétés de français, mais aussi à la marginalisation des langues ivoiriennes. Finalement, nous faisons valoir qu'il y a lieu de faire des langues ivoiriennes des instruments aptes à contribuer au développement socio-économique et politique du pays, surtout par le secteur de l'éducation, tout en maintenant le français comme langue officielle.

Abstract

This study seeks to highlight the need for complementarity between French and African languages. The crusade by the International Organization of the Francophonie in favour of these languages as functionally complementary provides the opening for a better management of plurilingualism in francophone sub-Saharan Africa. The first part of this study examines the paradox that exists between the status and actual use of the French language in the West African sub-region. We will analyse the impact of the current language policy practised in a multilingual setting such as the Ivory Coast. This will give us an insight into how such a policy contributes to the emergence of new varieties of French and to the marginalization of Ivorian languages. Finally, we will put forward reasons for the adoption of a linguistic management that involves Ivorian languages in the socio-economic and political development of the country, especially in the area of education, while maintaining French as the official language.

Table des matières

	<u>Page</u>
Résumé	iii
Abstract	iv
Table des matières	v
Liste des tableaux et des et des figures	x
Liste des sigles	xi
Introduction	1
Chapitre 1 : L'Afrique francophone coloniale subsaharienne	7
1.1- L'Afrique Occidentale Française (A.O.F)	8
1.2- L'Afrique Équatoriale française (l'A.E.F)	14
1.3- La Côte-d'Ivoire	19
Chapitre 2 : La réalité de la situation sociolinguistique ivoirienne	24
2.1- Le plurilinguisme ivoirien	25
2.1.1- Les concepts de diglossie et de conflit linguistique	25
2.1.2- Diglossies et conflits linguistiques en Côte	28
2.1.2.1- Diglossies	28

Table des matières

2.1.2.2- Conflits Linguistiques	33
2.2- Application de la grille d'analyse à la situation sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire	35
2.2.1- Mode d'emploi de la grille L.A.F.D.E.F	36
2.2.2- Évaluation des composantes du status du français et des 4 principales langues ivoiriennes	38
2.2.2.1- L'officialité	38
2.2.2.2- Usages Institutionnels	39
2.2.2.3- Éducation	41
2.2.2.4- Moyens de communication de masse	42
2.2.2.5- Possibilités économiques et représentations sociales	43
2.2.3- Évaluation des éléments du <i>corpus</i> du français et des quatre principales langues ivoiriennes	44
2.2.3.1- Acquisition comme langue maternelle	45
2.2.3.2- Apprentissage	46
2.2.3.3- Véhicularisation	47

Table des matières

2.2.3.4- Compétence linguistique	48
2.2.3.5- Production langagière	49
2.2.4- Synthèse	50
Chapitre 3 : Politique et planification linguistique en Côte-d'Ivoire	53
3.1- Le concept de politologie linguistique	55
3.2- Quelques modèles théoriques expliquant les concepts de politique et de planification linguistique	56
3.3- Existe-t-il une politique et un aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire?	59
3.3.1- Politique linguistique en Côte-d'Ivoire	59
3.3.2- Aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire	62
3.3.2.1- Les travaux de l'I.L.A et de la S.I.L sur les langues ivoiriennes	62
3.3.2.2- L'introduction de la télévision scolaire dans le système éducatif ivoirien	65
3.4- Les fondements de la politique linguistique ivoirienne	67

Table des matières

3.4.1- La politique linguistique coloniale de la France en Côte-d'Ivoire	67
3.4.2- La politique linguistique britannique dans les colonies d'Afrique sub-saharienne	70
3.4.3- La politique linguistique coloniale dans les territoires belges	72
Chapitre 4 : S'affranchir du monopole du français en Côte-d'Ivoire	76
4.1- L'importance des langues ivoiriennes dans l'espace sociolinguistique du pays.	77
4.1.1- La promotion des langues ivoiriennes, obstacle? à l'unité nationale	78
4.1.2- Le rôle des langues ivoiriennes dans l'intégration et la mobilisation	80
4.2- Quelle stratégie adopter pour promouvoir les langues ivoiriennes?	83
4.2.1- Stratégie de promotion des langues ivoiriennes dans le secteur de l'éducation	84

Table des matières

4.2.2- Modélisation d'une stratégie de promotion des langues ivoiriennes parmi la population	90
4.2.3- Proposition pour une promotion des langues ivoiriennes sans abandonner le français	91
Conclusion	95
Bibliographie	98

Liste des tableaux et des figures

	<u>Page</u>
Carte de l'A.O.F	10
Statut du français et des langues locales en Afrique francophone subsaharienne	18
Carte des quatre groupes ethniques de la Côte-d'Ivoire	23
Les 4 langues ivoiriennes géographiquement dominantes et leurs aires linguistiques	37
Éléments du <i>status</i> et du <i>corpus</i> du français en Côte-d'Ivoire et des quatre principales langues ivoiriennes	52
Pyramide sociolinguistique africaine	85

Liste des sigles

O.I.F : Organisation Internationale de la Francophonie

A.O.F : l'Afrique Occidentale Française

A.E.F : l'Afrique Équatoriale Française

U.C.F : Union Coloniale Française

F.P.I : Français Populaire Ivoirien

I.L.A : Institut de Linguistique Appliquée

L.A.F.D.E.F : Langue Africaine, Français et développement dans l'Espace Francophone

R.T.I : Radio Télévision Ivoirienne

S.I.L: Summer Institute of Linguistics

P.N.U.D : Programme des Nations Unies pour le Développement

U.N.E.S.C.O: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

0- Introduction

L'idée de langues partenaires est un thème qui a été mis vogue, depuis les récents sommets de l'Organisation Internationale de la Francophonie (O.I.F) tenus en 2002 à Beirut, au Liban et en 2004 à Ouagadougou, au Burkina-Faso. Cette idée vient non seulement de la nécessité de redéfinir un nouveau rapport entre le français et les langues africaines dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne, mais aussi du désir d'assurer le respect des différentes cultures que ces langues représentent. La quasi totalité de ces pays constitue de véritables mosaïques linguistiques qui ont aussi tous hérité de la langue française de la colonisation. En dépit de cette diversité linguistique et culturelle, plusieurs de ces pays dits francophones au sud du Sahara continuent de pratiquer des politiques linguistiques promouvant un unilinguisme centré sur le français. A cet égard, il y a lieu de citer la Côte-d'Ivoire qui représente une véritable miniature de la situation sociolinguistique africaine subsaharienne.

A côté du français hérité de la colonisation, la Côte-d'Ivoire compte une soixantaine de langues locales. Pourtant, les politiques linguistiques coloniales et postcoloniales de la Côte-d'Ivoire n'ont accordé aucun rôle essentiel aux langues ivoiriennes, sous prétexte que de telles politiques ont pour objectif de neutraliser les différences linguistiques. On ne saurait perdre cet argument de vue, mais comme nous le verrons au chapitre 4, le français, la prétendue langue unificatrice, n'a aucun lien avec les réalités quotidiennes vécues par la majorité du peuple ivoirien. Le maintien de cet unilinguisme se retourne non seulement contre le français, mais aussi contre les langues ivoiriennes. En fait, l'on

assiste à la création de variétés de français qui tendent à s'éloigner de plus en plus du français dit standard, tandis que les langues ivoiriennes sont confinées à l'arrière-plan dans presque tous les domaines sociolinguistiques du pays.

Nous nous proposons dans cette étude de faire valoir à quel point il importe qu'un rapport de complémentarité s'établisse entre le français et les langues ivoiriennes. Parler de la relation qui existe entre le français et les langues ivoiriennes soulève la question du monopole que le français occupe dans le domaine sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire. En d'autres termes, il s'agira de montrer que les langues locales de la Côte-d'Ivoire représentent le socle de l'identité ivoirienne, tout en soulignant que le français a un rôle à jouer dans la dynamique sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire. Notre étude couvrira 4 volets:

Le premier chapitre s'attardera sur l'aspect historique de l'implantation du français en Afrique subsaharienne. En effet, la présence de la langue française dans cette partie du continent africain date du XIXe siècle, avec le début de la colonisation française. Cette colonisation a pris plusieurs formes dans différents pays d'Afrique au sud du Sahara mais avec un dénominateur commun pour tous ces pays: l'imposition du français comme langue unique de communication. Plusieurs stratégies furent donc employées pour mettre cette politique en œuvre. Par exemple, les écoles fonctionnaient exclusivement dans la langue française. Les langues africaines étaient donc marginalisées. Pourtant, près de 50 ans après l'accession à l'indépendance des pays francophones d'Afrique au sud du Sahara, la situation n'a presque pas changé. Ces pays

ne sont toujours pas parvenus à accorder à leurs propres langues locales toute leur place à côté du français. Ces observations vont guider nos analyses dans le chapitre 2, où nous ferons ressortir la réalité de la dynamique sociolinguistique ivoirienne.

L'idée première du deuxième chapitre sera de faire ressortir l'écart qui existe entre le statut du français et les fonctions sociales que cette langue parvient à remplir pour la majorité de la population ivoirienne. On sait en effet que le français est la seule langue qui intervient dans l'éducation, dans l'administration ainsi que dans les médias, alors qu'aucun rôle n'est accordé aux langues ivoiriennes. Au regard du nombre très bas de locuteurs qui ont le français comme langue maternelle en Côte-d'Ivoire (Lafage 1979:209, Ploog 2001:428), la question du statut prestigieux qu'occupe cette langue dans la dynamique sociolinguistique ivoirienne devient un sujet important. Toutes ces analyses nous permettront d'identifier le type de rapports qui existent entre le français en tant que langue officielle et les langues ivoiriennes. C'est dans ce contexte que le concept de conflit linguistique montre qu'un obstacle de taille auquel font face les autorités ivoiriennes est le recul du français standard et des langues locales; conséquence très concrète du maintien du français comme langue unique de communication dans tous les secteurs formels du pays. D'autant plus que le système éducatif du pays, le seul vecteur par excellence par lequel le français est acquis, n'est pas parvenu à jouer ce rôle effectivement (Ploog 2007:3). La priorité des politiques linguistiques coloniales ne visait pas à établir un rapport de complémentarité entre le français et les langues ivoiriennes. Plus que jamais, en Côte-d'Ivoire comme dans plusieurs pays d'Afrique au sud du Sahara, la solution au problème du recul du français

standard doit passer par la valorisation et la promotion des langues ivoiriennes.

Cependant, c'est en ayant une connaissance de la politique linguistique pratiquée en Côte-d'Ivoire avant et après l'indépendance, que nous parviendrons à concevoir une stratégie efficace de promotion des langues ivoiriennes tout en maintenant le statut du français.

Bien que plusieurs études sur la promotion des langues locales aient prouvé l'efficacité d'une politique linguistique fondée sur la notion du partenariat entre ces langues et le français, les décideurs ivoiriens semblent toujours résolus à maintenir le statut quo. La troisième partie de notre étude tentera donc de comprendre la politique linguistique de la Côte-d'Ivoire tout en soulignant ses fondements. Nous examinerons aussi, dans ce chapitre, des politiques linguistiques coloniales britanniques et belges en Afrique francophone subsaharienne. Cet aspect est particulièrement pertinent d'autant plus qu'il nous offrira une perspective comparative de la politique linguistique coloniale de la France d'un côté et celles de la Grande-Bretagne et de la Belgique de l'autre. On comprendra sans peine que le point de départ de toute politique linguistique qui se veut efficace est le respect de la diversité culturelle et linguistique. Le français ne semble pas détenir la capacité à assurer le maintien de cette diversité. Ce qui signifie qu'un unilinguisme centré sur le français ne rend pas compte de la réalité sociolinguistique ivoirienne.

Un autre volet de la problématique dont il question dans cette étude concerne le choix des langues à promouvoir dans un milieu plurilingue comme la Côte-d'Ivoire. Nous nous

concentrerons sur cette question dans le chapitre quatre. Nos précisions au chapitre deux sur les quatre langues géographiquement dominantes de la Côte-d'Ivoire (le dioula, le bété, le baoulé et le sénoufo) constitueront un apport important. Notons que ces quatre langues appartiennent aux quatre aires linguistiques de la Côte-d'Ivoire et sont les langues maternelles de plus de 60% de la population ivoirienne. Nous mettrons donc en relief une stratégie d'introduction progressive des langues ivoiriennes dans les secteurs formels, commençant avec les quatre langues pré-citées, puisque l'on dispose déjà de matériel didactique pour leur enseignement.

Nos propos porteront aussi sur l'importance des langues ivoiriennes dans la chaîne de communication du pays. En effet, il est important que la communication entre les décideurs ivoiriens et les masses se fasse dans une langue que cette majorité de la population comprend. C'est dans ce contexte que les langues ivoiriennes, en situation de partenariat avec le français, ont un rôle crucial à jouer. Sur le plan pédagogique, il est généralement admis qu'il est plus facile pour un enfant d'acquérir des connaissances dans une langue qu'il maîtrise, surtout au stade initial de sa scolarité. Ainsi, de nombreux travaux de recherches¹ menés par des organismes comme l'UNESCO ont prouvé que l'introduction des langues africaines dans les programmes scolaires faciliterait l'apprentissage du français.

¹ - Voir à ce sujet, entre autres, les conférences de l'UNESCO en 1965 à Téhéran, Iran sur *l'introduction des langues africaines dans l'enseignement* (Canut 1996:67) et la conférence des ministres de l'éducation des États membres d'Afrique, tenue en 1976 à Lagos au Nigeria. Les résultats des recherches entreprises dans le cadre de ces conférences confirment qu'il est plus facile pour un enfant, surtout au stade initial de son éducation, d'acquérir des connaissances dans sa langue maternelle plutôt que dans une langue qu'il ne maîtrise pas.

En regard de ces arguments, nous nous proposons de faire valoir dans cette étude qu'il y a lieu de recourir au plurilinguisme, tout en favorisant une relation de complémentarité entre les langues ivoiriennes et le français. Ainsi, les langues ivoiriennes pourront faciliter l'apprentissage du français sans avoir à abandonner celle-ci comme langue officielle et langue d'ouverture sur le monde international.

Chapitre 1: L'Afrique francophone coloniale subsaharienne

L'Organisation Internationale de la Francophonie (l'O.I.F) compte à ce jour trente membres en Afrique (Barrat et Moisei 2004 :169) dont dix-sept pays membres en Afrique subsaharienne ayant adopté le français comme langue officielle (Manning 1998 :3). La présence du français sur le continent africain est principalement due à la colonisation française et belge. Mais c'est surtout la présence française qui s'est fait le plus sentir. Cette présence remonte à deux empires coloniaux. Les signes du premier empire colonial français en Afrique sont visibles au cours de la première moitié du XVII^e siècle avec la création de la ville de Saint-Louis, au Sénégal, en 1641 (Tétu 1987 :159-60). Cependant, la présence française ne fut définitive qu'au tout début du XX^e siècle après le traité de Berlin (entre 1884 et 1885) qui détermina les paramètres de l'occupation de l'Afrique entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, et l'Allemagne.

La conférence de Berlin décida par exemple que le commerce et la navigation sur le bassin du Congo ainsi que sur le fleuve Niger seraient libres. Elle mit aussi en place des règles d'arbitrage en cas de dispute entre les puissances coloniales (Brunschwig 1971 :157). La période coloniale française proprement dite débuta à cette époque, car c'est à partir de ce moment que la France mit des structures administratives en place pour gouverner ses colonies en Afrique subsaharienne. Cette occupation s'est faite en deux phases, avec la création de l'Afrique Occidentale Française (A.O.F) dès 1904.

L'A.O.F comprenait la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, le Niger, le Soudan français (l'actuel Mali), la Guinée Française (actuelle Guinée Conakry), la Haute

Volta (l'actuel Burkina-Faso) et le Dahomey (l'actuel Benin). L'A.O.F avait pour capitale Dakar et le français comme langue officielle. La deuxième phase de la présence française en Afrique subsaharienne est venue du Sud; plus précisément du Congo (Congo Brazzaville) où l'on verra la création de l'Afrique Équatoriale Française (A.E.F) en 1910. L'A.E.F ne comptait que quatre territoires dont le Gabon, le Moyen Congo (devenu la république du Congo), l'Oubangui-Chari (actuelle République Centrafricaine) et le Tchad.

Il convient de noter que presque tous les pays africains au sud du Sahara partagent le même héritage colonial. A cet égard, il y a lieu de signaler qu'en ce qui concerne les interventions dans le domaine de la langue, la majorité des pays francophones de la sous-région de l'Afrique de l'ouest ont pratiquement adopté les mêmes politiques linguistiques. Compte tenu de ce fait, nous nous bornerons à l'historique de l'implantation du français en Côte-d'Ivoire dans la troisième partie de ce chapitre. Les observations que nous y ferons seront donc applicables aux autres pays d'Afrique francophones au sud du Sahara. Le présent chapitre s'efforcera, dans un premier temps, de mettre en exergue l'histoire de l'introduction du français dans les anciennes colonies françaises de l'A.O.F et de l'A.E.F.

1.1 L'Afrique Occidentale Française (A.O.F)

Les Portugais furent les premiers Européens à débarquer sur les côtes africaines et découvrirent l'île du Cap Vert en 1444. Cette île fut connue plus tard sous le nom de Dakar (Milcent 1958 :19) et est devenue par la suite la Capitale de l'A.O.F. Les Portugais maintinrent le contrôle des côtes africaines entre 1400 et 1460 (Adloff 1964 :127-128).

C'est cette découverte portugaise qui ouvrit la porte aux explorateurs français. Les activités marquant la présence française en Afrique subsaharienne peuvent être divisées en deux phases: la première était consacrée principalement au commerce de l'ivoire, de la gomme, de l'or, du tabac et à la traite des esclaves. Ces transactions se tenaient sur la côte ouest de l'Afrique sans toutefois pénétrer vers l'intérieur du continent.

Cependant, les premiers contacts entre la France et cette partie de l'Afrique furent entre des commerçants français qui s'intéressaient (à titre individuel) principalement au commerce des esclaves. Et ce n'est qu'en 1638 que le premier poste officiel français fut établi sur les bords de la Rivière Sénégal. Cette phase de la présence française dura de 1564 à 1848 (Adloff 1964 :125). Mais c'est surtout au cours du deuxième empire colonial français, qui constitue la deuxième phase, que des explorateurs français comme Protêt et Faidherbe installèrent des comptoirs à l'intérieur du continent africain, formant ainsi la base de la colonisation française. Cette base fut stratégiquement solidifiée par les traités de Paris² en mars 1814 entre la France et la Grande-Bretagne, ainsi que par des traités entre la France et les dirigeants locaux comme ceux de Grand Bassam, Assinie et Dabou, toutes des villes de la Côte-d'Ivoire, entre février et mars 1842 (Hargreaves 1969 :144-145).

² - Ce traité rétablit les possessions françaises sur la côte Ouest de l'Afrique.

L'expansion française sur la côte Ouest de l'Afrique partit du Sénégal avec la création des colonies du Soudan (Mali) en 1881, de la Guinée en 1891, de la Côte-d'Ivoire en 1893 et du Dahomey (Benin) en 1894. Les autres colonies qui virent le jour après la création de l'A.O.F sont la Mauritanie en 1920, la Haute-Volta (Burkina-Faso) en 1919 et le Niger qui fut rattaché à l'A.O.F en 1911 (Milcent 1958). Dès 1900, toute l'Afrique de l'Ouest à l'exception du Libéria était effectivement partagée entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La ville portuaire de Gorée qui fut le point de départ des esclaves vers l'océan Indien et les Amériques était devenue la base de l'expansion de la France en Afrique subsaharienne.

(Carte de l'A.O.F : Milcent 1958:9)

Cette division en deux grands blocs (A.O.F et A.E.F) facilitait l'administration de ces territoires. En dépit des différentes conditions sociopolitiques et linguistiques qui existaient dans ces colonies, la France adopta une politique commune administrative qui lui permit de maintenir le monopole des échanges commerciaux entre elle et ses colonies. Il n'est donc pas surprenant de constater que les économies des pays qui faisaient partie de l'A.O.F et de l'A.E.F reposent toujours sur les produits agricoles (Poll 2001:157) qui sont exportés vers l'Europe, surtout en France. La France fut obligée par contre d'ouvrir les portes de ses colonies africaines aux autres puissances européennes après la création de la Communauté Économique Européenne en 1956 (Gardinier 1997:12)

Le système éducatif dans ces anciens territoires français était calqué sur le modèle français et avait aussi pour but de transformer l'Africain en Français. Même si la politique d'assimilation fut un échec, la France a maintenu sa stratégie selon laquelle le français devait être la seule langue de communication dans tous les secteurs formels du pays. À travers ses aides matérielles, financières et aussi humaines, la France a réussi à maintenir son influence dans le secteur de l'éducation dans toutes ses anciennes colonies en Afrique sub-saharienne.

Les 8 pays de l'A.O.F partagent des traits communs quant à leurs situations sociolinguistiques. En effet, ils sont tous plurilingues, avec un nombre de langues locales entre vingt et soixante, en fonction des pays. Le Benin par exemple compte cinquante deux langues, le Mali en a une douzaine, le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire en

comptent une soixantaine (Tétu 1987:178-84). Le français est la langue officielle dans tous ces pays, à l'exception de la Mauritanie qui a adopté l'arabe comme langue officielle. Cependant, le hassaniyah qui est un dialecte arabo-berbère est la langue majoritaire de la Mauritanie et est parlé par près de 65% de la population (Chaudenson 2004:191). C'est donc la seule ancienne colonie française en Afrique subsaharienne n'ayant pas le français comme langue officielle. Bien que le français soit présent en Mauritanie, la population l'a toujours perçu comme une langue colonisatrice. C'est ainsi qu'après de nombreuses manifestations violentes pendant la période coloniale, la France fut obligée d'y adopter une politique linguistique différente de celle qu'elle pratiquait dans toutes ses colonies en Afrique sub-saharienne. L'enseignement religieux ainsi que l'arabe furent introduits dans les établissements scolaires, contrairement à la politique coloniale française.

Tous ces pays ont choisi le français comme langue officielle, principalement parce qu'ils perçoivent cette langue comme un facteur unificateur face à leurs multitudes de langues. Une autre raison qui pourrait expliquer cette situation mais qui n'est pas souvent citée est sans doute le fait que la France avait réussi à imposer le français comme la seule langue opérationnelle dans toutes ses colonies de l'Afrique francophone subsaharienne. Le français occupe donc une place très importante dans ces pays bien qu'il soit parlé par une minorité de la population. Il est enseigné du primaire à l'université, et est omniprésent dans le secteur public. Les documents administratifs sont principalement rédigés en français. La situation n'est pas différente dans les médias de ces pays, surtout avec la presse écrite où presque tous les journaux

des pays africains subsahariens sont rédigés en français. Pourtant, dans tous les anciens pays membres de l'A.O.F, il existe au moins une langue locale parlée par une majorité de la population et parfois même au delà des frontières d'un pays. C'est le cas par exemple avec le dioula, qui est parlé majoritairement au Mali et qui est maintenant l'une des langues véhiculaires de la Côte-d'Ivoire. Le dioula est aussi un moyen de communication dont se sert une partie de la population sénégalaise et qui compte à peu près 7% de locuteurs au Burkina-Faso (Tétu 1987:178). Au Sénégal par exemple, le wolof est la langue la plus parlée avec près de 90% de locuteurs contre le français qui n'est parlé que par 15 à 20%³ des Sénégalais. Au Mali, 50% de la population utilise le bambara alors que le français n'a que 10% de locuteurs (Canut 1996:53). Cette situation est pareille dans tous les autres pays anciens membres de l'A.O.F.

Il est révélateur de constater que le système éducatif dans les colonies françaises d'Afrique francophone sub-saharienne était structuré de sorte à pourvoir aux besoins de la France en personnel. Le but principal était la formation d'une élite et de cadres capables d'aider à administrer les colonies. Bien que l'éducation (surtout primaire) fût ouverte à tous, le manque de personnels et d'infrastructures constituaient des défis majeurs qui limitaient l'accès à l'éducation. Un sondage mené en 1949 montrait que seulement 6% des enfants ayant atteint l'âge scolaire en A.O.F avait accès à l'éducation (Hargreaves 1967:129). D'autres difficultés, surtout de type linguistique, étaient aussi évidentes. La France mit fin dès 1929 à un projet au Sénégal qui visait à dispenser l'enseignement primaire en Wolof. Ce projet était pourtant considéré par plusieurs

³ - Informations tirées du site internet : www.tlfg.ulaval.ca/ca/axl/afrique/senegal.htm.

comme le début de la promotion des langues locales, dû au fait qu'il aurait eu un effet en chaîne sur les autres colonies. Le français était donc devenu effectivement la seule langue d'instruction et d'après Hargreaves (1967:130), en 1960 après l'indépendance du Sénégal, un pays qui avait été sous domination française pendant plus de cent trente ans, seulement un tiers des élèves de ce pays parvenaient à compléter leur éducation primaire; et cela dû à la barrière linguistique.

Les premiers signes de la décolonisation des États de l'A.O.F se sont manifestés lors de la conférence de Brazzaville en 1944. C'est à cette conférence que la feuille de route pour la décolonisation a été mise en place. Le système de fédération qui avait existé sous l'A.O.F prit fin après le référendum de Septembre 1958 pendant lequel les pays membres décidèrent de transformer leurs États en Républiques autonomes. Leurs indépendances s'en suivirent deux ans plus tard, marquant la fin définitive de l'A.O.F.

1.2 L'Afrique Équatoriale française (l'A.E.F)

L'A.E.F était une fédération d'anciens territoires français en Afrique qui s'étendait du fleuve Congo au désert du Sahara. Contrairement à l'A.O.F qui comprenait 8 pays, l'A.E.F ne comptait que quatre territoires dont le Gabon, le Moyen Congo (actuelle République du Congo), l'Oubangui-Chari (maintenant République centrafricaine) et le Tchad. Créée en 1910. L'A.E.F avait pour Capitale Brazzaville qui était le centre de la présence française en Afrique équatoriale.

Le français a été introduit dans ces anciennes colonies françaises de l'Afrique équatoriale au début de la colonisation dans cette partie de l'Afrique, c'est-à-dire dans

la première moitié du XIXe siècle. L'introduction du français dans les pays de l'A.E.F s'est faite de manière graduelle; d'abord dans l'armée et ensuite dans l'administration et l'enseignement (Valdman 1979:493). La priorité pour la France à cette époque était de consolider sa domination face aux menaces britanniques et allemandes dans la région et de faciliter les recrutements de soldats pour l'armée. Dans ces colonies, la politique linguistique française n'était pas différente de celle pratiquée dans les territoires de l'A.O.F; on a accordé au français un statut privilégié face à une multitude de langues locales. Un survol de la carte linguistique de ces pays montre que la République centrafricaine compte 10 langues, le Gabon en a une trentaine, le Congo 40, tandis que le Tchad compte une vingtaine de langues africaines (Tétu 1987:178-84). Cependant, cette réalité sociolinguistique n'eut aucune influence sur la décision de la France de faire du français la seule langue d'enseignement et la langue unique de l'administration de ces pays. Le Gouverneur Général de l'A.E.F lors d'une déclaration dans les années 1930 tente de donner une explication à cette politique linguistique française:

[...]Le devoir colonial et les nécessités politiques et économiques imposent à notre œuvre d'éducation une double tâche: il s'agit d'une part de former des cadres indigènes qui sont destinés à devenir nos auxiliaires dans tous les domaines, et d'assurer l'ascension d'une élite soigneusement choisie; il s'agit d'autre part d'éduquer la masse pour la rapprocher de nous et transformer son genre de vie [...] (Valdman 1979:497-8).

La position accordée au français en Afrique Équatoriale Française était donc incontestable. Le système éducatif fut organisé en fonction de l'arrêté de 1911 et une circulaire de 1925 (Valdman 1979:498) qui faisaient encore une fois du français la langue unique d'enseignement. Même les réformes entreprises dans la plupart de ces pays

dans les années après leurs indépendances ne prirent pas les langues africaines en compte. Ce n'est qu'en 1973 que les gouvernements tchadiens et centrafricains se rendirent compte de l'importance du rôle que peut jouer la langue maternelle dans l'apprentissage d'une langue seconde et donc virent la nécessité d'introduire les langues locales dans l'enseignement. À cette époque, le français, la seule langue de l'administration et de l'enseignement, n'était utilisé que par 10% de la population tchadienne et centrafricaine. Cette situation n'était pas différente dans les deux autres anciens pays de l'A.E.F. Les études les plus récentes montrent que la position du français dans ces pays n'a pas beaucoup changé : seulement 5% de la population tchadienne et centrafricaine parle le français (Chaudenson 2004:81). Cependant, ces mêmes recherches prouvent que les langues locales sont les plus parlées dans ces pays, après plus de quatre décennies de présence incontestée du français dans la vie des populations locales: l'arabe dialectal, la langue la plus parlée au Tchad a 70% de locuteurs, au Congo le lingala et le kituba sont parlés par plus de 30% de la population de chacun de ces pays, alors qu'en République centrafricaine le sango a plus de 75% de locuteurs (Chaudenson 2004:81).

Ces chiffres révèlent la réalité de la situation sociolinguistique qui existe dans ces pays « dit francophones »⁴. Le tableau un fait état du statut du français dans les anciennes

⁴ - Ce terme "francophone" employé pour décrire les pays africains au sud du Sahara a été contesté par plusieurs linguistes. C'est le cas par exemple de Calvet (1974, 218) qui propose 3 catégories de pays francophones; les pays où le français est très majoritaire, les pays où le français a été adopté comme l'une des langues officielles et les pays qui ont adopté le français comme leur seule langue officielle mais qui ont des langues locales plus parlées par leurs populations. Les pays africains au sud du Sahara pourraient être classés dans la troisième catégorie.

colonies françaises et belges au sud du Sahara. Dans ce tableau figurent aussi les langues locales les plus parlées dans ces pays. Notons que le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo qui furent sous domination belge entre 1885 et 1962 avaient des politiques linguistiques coloniales différentes de celles de l'A.O.F et de l'A.E.F. Nous examinerons ces politiques linguistiques en détail au chapitre 3.

Tableau 1: Statut du français et des langues locales en Afrique francophone subsaharienne

Pays ayant le français comme langue officielle. (Sous domination belge ou française).	Statut Facto(f)/ Juridique (j)	À côté d'une autre langue ou seule langue officielle	Langues autochtones importantes
Benin	J	seule	fon, aja
Burkina-Faso	J	seule	mooré, dioula, fulfuldé, peul
Burundi (belge)	F	kirundi	kirundi, swahili
Cameroun	F	anglais	fulfuldé, douala, peul, ewondo
République Centrafricaine	F	sango	banda, gbaya-manza
Congo	J	seule	munukutuba, lingala, kikongo
République Démocratique du Congo (belge)	J	seule	swahili, lingala, kikongo
Côte-d'Ivoire	J	seule	baoulé, malinké-dioula
Djibouti	F	arabe	somali, afar
Gabon	F	seule	Fang, punu
Guinée	F	seule	pular, malinké, sosso
Mali	J	seule	bambara, fulfuldé, songhay
Mauritanie	f	arabe	arabe-hassaniyah, pular
Niger	J	seule	hausa, songhay-zarma
Rwanda (belge)	F	kinyarwanda	swahili, kinyarwanda
Sénégal	J	seule	wolof, pular, sérère, dioula
Tchad	J(1963)/ f (1982 : sans mention)	l'arabe	sara, tchadique, arabe dialectal

(Source: Poll 2001:158)

1.3 La Côte-d'Ivoire

Les premiers contacts entre la Côte-d'Ivoire et l'Europe eurent lieu au XVe siècle lorsque les explorateurs portugais débarquèrent sur les côtes ivoiriennes. Les signes de cette occupation portugaise sont visibles dans le nom de certaines villes côtières ivoiriennes comme Sassandra et San Pedro qui portent encore le nom des premiers explorateurs portugais. Ils y maintinrent leur présence jusqu'à la fin du XVIIe siècle, période qui marqua le début de la traite des esclaves. Les Français eurent leur premier contact avec la Côte-d'Ivoire à la fin du XVIIe siècle et s'engagèrent dans le commerce ainsi que la traite des esclaves qui sévissait le long de la côte ouest de l'Afrique.

L'occupation française de la Côte-d'Ivoire ne fut définitive qu'après la conférence de Berlin qui eut lieu du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, suivie en 1889 d'une expédition d'explorateurs français menée par Binger le long des fleuves Niger, Volta (Burkina-Faso) et Comoé (Côte-d'Ivoire) (Adloff 1964:126). Notons cependant qu'il y avait des comptoirs de commerce dans les villes d'Assinie, de Grand-Bassam et de Dabou, établis par les marchands français dès 1843 (Hargreaves 1967:90). Pourtant, l'occupation ne fut officielle qu'après la création de la colonie de Côte-d'Ivoire en 1893 par un décret qui établit aussi les limites de la Côte-d'Ivoire actuelle (Adloff 1964:155).

La France ne tarda pas à tirer profit de ses possessions en Afrique face à la révolution industrielle qui battait son plein dans le pays. C'est ainsi que l'Union Coloniale Française (U.C.F) fut immédiatement créée en août 1893. L'U.C.F était une fédération française d'hommes d'affaires éminents qui avaient des intérêts commerciaux en Afrique.

L'implantation du français en Côte-d'Ivoire par la puissance coloniale prit la même forme que dans les autres colonies françaises de l'Afrique subsaharienne. Le moyen le plus utilisé pour l'implantation du français en Côte-d'Ivoire était l'école. L'objectif principal que s'étaient fixés les colons était la formation de cadres ivoiriens. Il y eut d'abord l'arrivée des missionnaires français, suivie de la création d'écoles religieuses et ensuite d'écoles laïques. L'administration française par un décret signé le 14 février 1922 interdisait l'emploi de toutes langues autres que le français dans toute l'A.O.F y compris la Côte-d'Ivoire. Ceci marqua le début du monopole du français face aux langues locales. Le système éducatif ivoirien fut réformé sur les bases du modèle français en 1945 après la conférence de Brazzaville. L'enseignement primaire, qui ne se donnait qu'en français, devint obligatoire par la suite, créant encore une fois une atmosphère favorable à l'implantation du français en Côte-d'Ivoire. Cependant, à l'indépendance du pays en 1960, seulement 13% de la population du pays avait une certaine connaissance du français (Tétu 1987:180). Les autorités ivoiriennes n'hésitèrent cependant pas à faire du français la seule langue officielle du pays (article 29 de la constitution de 2000) en avançant les raisons suivantes :

- Afin que le français serve de vecteur à l'unité nationale contre d'éventuels particularismes locaux,
- Pour ouvrir largement le pays au développement technologique et aux grands échanges internationaux,
- Afin d'être le medium de la gestion du pays⁵.

⁵ - Ces informations sont disponibles dans Lafage (2002) : *Le lexique français de Côte-d'Ivoire; appropriation et créativité*, disponible sur le site internet : www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/16/16.html.

La nouvelle administration du pays maintint alors le statu quo en décidant que le français resterait non seulement la seule langue officielle, mais aussi la seule langue de l'enseignement.

Il existe cependant une raison politique derrière la décision de maintenir le monopole du français dans le système éducatif ivoirien par les autorités ivoiriennes. À la veille des indépendances en Afrique subsaharienne, l'on a assisté à la création de deux grands blocs politiques: l'un avec à sa tête les présidents Léopold S. Senghor du Sénégal et Félix H. Boigny de la Côte-d'Ivoire qui avaient tous deux siégé à l'Assemblée nationale française de 1946 et 1958 (Gardinier 1997:181-4); tandis que de l'autre côté l'on avait les présidents du Ghana et de la Guinée qui avaient opté un peu plus tôt pour leur indépendance contrairement à toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne. Le Président Houphouët Boigny de la Côte-d'Ivoire fut aussi Ministre délégué à la présidence du conseil du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957 dans le gouvernement du Premier Ministre Michel Debré⁶. Notons que la France au départ était opposée à une indépendance des pays individuels de l'A.O.F et de l'A.E.F, un point de vue que le Président ivoirien avait lui aussi soutenu mais abandonné un peu plus tard face au vent indépendantiste qui soufflait sur le continent. Il ne fut pas alors surprenant de constater que la position incontestée du français ne fut pas remise en cause même pendant les années après l'indépendance; surtout entre 1960 et 1970 qui marquèrent

⁶ - Voir www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/houphouet-boigny-felix-18101905.asp.

une croissance économique remarquable en Côte-d'Ivoire et une forte présence française dans le pays.

Comme nous venons de le voir, l'article 29 de la constitution de la Côte-d'Ivoire reconnaît le français comme la langue officielle du pays. Le français y est donc la langue de l'administration : les textes administratifs et juridiques sont rédigés en français. Dans la presse ivoirienne, le français conserve le monopole qui lui est accordé. Aucun journal ni magazine n'est édité en langue locale à l'exception de deux magazines satiriques (Y a fohi et Gbish) qui sont rédigés en nouchi⁷. La Côte-d'Ivoire compte une soixantaine de langues locales divisées en quatre grands groupes ethniques : Les akans, les krous, les gour et les mandés. A l'intérieur de ces grands groupes ethniques, l'on y retrouve plusieurs sous-groupes. Le baoulé et l'agni sont les langues les plus parlées du groupe akan avec 55% et 15%⁸ de locuteurs chacune. Ce groupe constitue aussi plus d'un tiers (42%) de la population ivoirienne et occupe le Sud-Est du pays. Le groupe mandé comprend le dioula, l'une des 2 langues véhiculaires de la Côte-d'Ivoire et est constitué de 2 sous-groupes: les mandés du nord et les mandés du sud. Les mandés s'étendent du Sénégal à la Côte-d'Ivoire en passant par la Guinée et le Mali (Vennetier 1983:26) et comptent environ 18 parlers (Lafage 1996:588). Le groupe krou ou voltaïque a comme langue majeure le sénoufo et occupe la frontière avec le Burkina-Faso et le nord du Ghana. Les Krous s'étendent vers le Libéria et comptent environ quinze parlers. Le bété

⁷ - Le nouchi est une variété de français ivoirien qui est un mélange de deux langues locales (le baoulé et le dioula) et du français. Cette variété de français est de plus en plus parlée parmi les jeunes du pays.

⁸ - Voir Lafage 2002, http://www.unicefr/ILF-CNRS/ofcaf/16/intro_16.htm#_Toc25257176

et le guéré sont les langues les plus dominantes de ce groupe. L'aire krou occupe le sud-ouest du pays. La carte suivante nous donne une image graphique de la répartition de ces quatre grands groupes ethniques.

Carte des quatre groupes ethniques de la Côte-d'Ivoire

(Source: <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/cotiv.htm>)

Lafage (2002) observe que le dioula et le Français Populaire Ivoirien (F.P.I.)⁹ sont en voie de véhicularisation, surtout dans les marchés ivoiriens. Il est révélateur de noter que le F.P.I qui est une variété de français plus simple, est de plus en plus usité comme moyen de communication interethnique.

⁹ Le nom F.P.I est la dernière appellation donnée à la variété locale du français parlée en Côte-d'Ivoire. Il s'agit d'une variété de français introduite par les colons pour faciliter la communication entre les peuples locaux, qui à cette période n'avaient aucune connaissance du français dit standard.

Chapitre 2: La réalité de la situation sociolinguistique ivoirienne

Comme nous venons de le constater dans le chapitre précédent, la Côte-d'Ivoire comme plusieurs autres pays au sud du Sahara est un pays plurilingue. Le pays a aussi adopté le français comme langue officielle dans sa constitution de 2000¹⁰. Toutefois, une telle présentation de la situation sociolinguistique ivoirienne n'est pas adéquate. Aucune tentative de promotion des langues ivoiriennes n'a été menée au bout (Chaudenson 1991:53-4), alors que le français officiel jouit d'un prestige incontesté en Côte-d'Ivoire. Pourtant, la diffusion de cette variété de français qui est la forme standard, promue par la constitution ivoirienne, se heurte à plusieurs obstacles, et comme le suggère Ploog (2001:422-3), l'on peut aisément parler de l'existence d'une forme endogène de français en Côte-d'Ivoire.

Dans la première partie de ce chapitre, nous examinerons le contact entre le français et les langues autochtones ivoiriennes. Nous y évoquerons la relation entre ces langues en nous basant sur les concepts de diglossie et de conflit linguistique. Nous proposerons également une description de deux variétés de français ivoiriens, le français populaire ivoirien (F.P.I) et le nouchi, afin de dresser une image de la dynamique sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire.

La deuxième partie sera consacrée à la description du *status* et du *corpus* du français et de quatre principales langues ivoiriennes. Nous nous proposons d'adopter la grille d'analyse des situations de l'espace francophone, élaborée par Chaudenson (1991,

¹⁰-L'article 29 de la constitution ivoirienne, adoptée le 23 juillet 2000, précise que la langue officielle du pays est le français.

2004). Cette esquisse de la réalité sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire nous offrira non seulement une perspective comparative de la situation des langues en contact dans ce pays, mais servira aussi de fondement pour nos discussions sur les interventions linguistiques en Côte-d'Ivoire dans le troisième chapitre.

2.1 Le plurilinguisme ivoirien

Le plurilinguisme, comme l'observe Calvet (1993:23), est un phénomène linguistique qui crée une « relation constante » entre les langues du monde. De ces contacts sont nées les situations de diglossie et de conflit linguistique, deux concepts dont nous nous inspirerons pour exposer le rapport qui existe entre les langues en Côte-d'Ivoire. Il s'agira, dans un premier temps, de faire une brève présentation théorique de ces deux concepts, ce qui nous permettra ensuite de passer à leur application à la réalité linguistique de la Côte-d'Ivoire.

2.1.1 Les concepts de diglossie et de conflit linguistique

Le concept de diglossie a été introduit pour la première fois en 1959 par le linguiste américain Charles Ferguson (Calvet 1993:42), pour expliquer la coexistence de deux variétés linguistiques ayant des statuts¹¹ sociaux différents, mais appartenant à une même langue. Ces statuts sont le résultat de ce qui a pu être appelé gestion in vivo¹² ou

¹¹ - Ferguson a appelé ces deux variétés linguistiques le « high variety » qui est la variété socialement haute et le « low variety » qui décrit la variété socialement basse (Calvet 1987:44).

¹² - Calvet (2002:17) utilise ce terme pour décrire une situation de diglossie dans laquelle les locuteurs, dans des situations de diglossie, parviennent à contourner le problème « soit en apprenant la langue de l'autre et en abandonnant la leur, soit en utilisant des langues véhiculaires ».

gestion in vitro ¹³ par Calvet (2002 17:9). Le concept de diglossie fut originalement défini par Ferguson comme étant :

Une situation linguistique relativement stable dans laquelle, outre les formes dialectales de la langue (qui peuvent inclure un standard, ou des standards régionaux), existe une variété superposée très divergente, hautement codifiée (souvent grammaticalement très complexe), véhiculant un ensemble de littérature écrite vaste et respectée (...) qui est surtout étudiée dans l'éducation formelle, utilisée à l'écrit ou dans un oral formel mais n'est utilisée pour la conversation dans aucune partie de la communauté (Calvet 1993:43).

Cette définition fut ensuite reprise par Fishman (1968:11) qui explique qu'une relation diglossique peut exister entre deux ou plusieurs codes communautaires en contact, mais ayant des origines différentes. Cet élargissement du concept l'a rendu plus applicable à la situation linguistique des pays colonisés (Calvet 1993:43), au lendemain des indépendances en Afrique, notamment celle de la Côte-d'Ivoire, où existait une relation diglossique entre le français d'un côté et les langues ethniques locales de l'autre. Si ce concept a été appliqué à plusieurs situations linguistiques, ses limites n'ont pas échappé aux critiques. En effet, la notion de stabilité évoquée dans la définition du concept de diglossie a retenu l'attention de plusieurs linguistes, qui sont parvenus à prouver qu'en raison des dynamiques linguistiques, les relations entre les langues ne peuvent être stables. Pour illustrer ceci, Calvet (1993:45-6) évoque l'exemple des pays africains qui ont adopté les langues des puissances coloniales comme langues officielles. La différence de statut entre le français, promu par des dispositions légales, et les langues africaines, qui représenteraient la variété basse, était évidente. En raison du

¹³ - Calvet (2002:19-20) fait ici référence aux interventions, qui passent le plus souvent par des législations, dans des situations de diglossie.

status très élevé du français par rapport aux langues africaines, notamment les langues ivoiriennes, l'on assiste à une appropriation du français par les populations africaines (Manessy 1984:14), surtout dans les grands centres urbains. Il apparaît donc que la notion de stabilité ne constitue pas un critère fiable à partir duquel on puisse définir le concept de diglossie.

Selon Leclerc (1986:129), la coexistence de deux ou plusieurs langues dans une même communauté est une des causes principales de conflit linguistique. Et d'après Chaudenson (1989:107), le contact entre deux ou plusieurs langues est toujours à la base de la hiérarchisation, le plus souvent inégale qui existe entre elles: des rôles prestigieux sont accordés à la langue dominante (surtout à travers des légiférations) dans l'administration, les médias, l'école, les institutions économiques, tandis que la langue dominée est reléguée dans des secteurs comme la famille et les communications individuelles. Une situation de conflit linguistique peut être caractérisée par deux éléments (de Vires 1990:21): le facteur linguistique, qui se manifeste par une modification structurelle de la langue (Ploog:2007); et un plaidoyer par la communauté linguistiquement dominée afin d'obtenir des services sociaux qui lui permettent de vivre dans sa langue, tels que l'accès à l'éducation et à l'information. En fin de compte, un conflit linguistique est ressenti dans la pratique linguistique des locuteurs.

Les concepts de diglossie et de conflit linguistique qui viennent d'être décrits présentent plusieurs points d'intérêt pour la situation linguistique ivoirienne. Nous nous

proposons donc de montrer, dans la section qui suit, en quoi les concepts de diglossie et de conflit linguistique sont applicables à la situation ivoirienne.

2.1.2 Diglossies et conflits linguistiques en Côte-d'Ivoire

2.1.2.1 Diglossies

Deux types de diglossie sont observables dans le cas de la Côte-d'Ivoire comme le note Ploog¹⁴: une diglossie interlinguistique franco-africaine et une diglossie intralinguistique franco-française. Une relation diglossique, selon Fishman, peut exister entre deux ou plusieurs langues lorsqu'on leur accorde des statuts différents. Le français en Côte-d'Ivoire représente « la variété haute », au vu du statut qui lui est accordé par la constitution du pays; elle est la langue officielle et sa connaissance offre plus de possibilités sur le plan professionnel que toute autre langue en Côte-d'Ivoire. Tandis que les langues ivoiriennes constituent « la variété basse », elles sont réservées aux communications familiales et sont le plus souvent employées dans les contextes informels tels que les interactions dans les marchés. La deuxième forme de diglossie (franco-française) observable en Côte-d'Ivoire est applicable à la définition de Ferguson citée plus haut. En plus du français dit standard, promu par la constitution ivoirienne et enseigné à l'école, existent aussi plusieurs autres variétés de français presque incompréhensibles pour un francophone non local (Lafage 1979:211). Ainsi que l'écrit Chaudenson (1991:53), ces variétés de français, à savoir le F.P.I et le nouchi, « ont été réduites à l'état du petit français », réservées aux non spécialisés dans les emplois non

¹⁴ - Cité par Kube (2005:65).

prestigieux tels que les manœuvres, les gardiens et les « boys ». Selon le modèle de Ferguson, il s'avère qu'en Côte-d'Ivoire, à l'intérieur d'un même parler, le français, l'on retrouve une stratification des variétés de cette même langue : le français standard d'un côté, le F.P.I et le nouchi de l'autre.

Le Français Populaire Ivoirien (F.P.I)

Le F.P.I est sans doute la variété de français la plus parlée en Côte-d'Ivoire (Djité 1989:500, Lafage 2002). Pour Turcotte (1981:48), en dépit de ses divergences morphosyntaxiques, lexicales et phonétiques avec le français standard, le F.P.I n'est ni un dialecte, ni un créole. Cette variété de français est le parler le plus utilisé en Côte-d'Ivoire dans les communications interethniques dans les grands centres urbains. Contrairement à plusieurs autres pays en Afrique subsaharienne, aucune langue locale ivoirienne n'a pu s'imposer comme langue véhiculaire ou vernaculaire utilisée à l'échelle nationale. Lafage (1979:211) avait conclu que cette forme vernaculaire de français ivoirien était en phase d'autonomisation. Et c'est d'ailleurs ce que soutient Boutin (2002)¹⁵ lorsqu'elle note que le F.P.I tel que pratiqué en Côte-d'Ivoire représente une forme autonome par rapport au français standard. Selon Boutin (2002), cette appropriation du français est marquée par trois principaux éléments qui sont :

Le facteur linguistique qui se manifeste par la création d'un lexique à partir des langues locales, du français, et de l'anglais ainsi que de la restructuration de la syntaxe du

¹⁵ - Nous nous référons ici au résumé de sa thèse de Doctorat sur « la description de la variation : études transformationnelles des phrases du français de Côte-d'Ivoire » soutenue à l'Université de Grenoble III, disponible sur internet à l'adresse <http://www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/19/resumBoutin.pdf>

français standard. Ensuite dans le domaine sociolinguistique, où les formes endogènes de français sont utilisées dans presque toutes les situations de communication auparavant réservées aux langues ivoiriennes. Et enfin par l'urbanisation accélérée des grandes villes comme Abidjan où la vernacularisation du français est le plus ressentie.

Nous tenons ici à reproduire 2 exemples de phrases de F.P.I, à titre illustratif, tirées du corpus de Lafage (2002) sur ce sujet;

1-Ti moyen fermé clé sorti (= tu peux fermer à clé pour qu'on ne sorte pas).

- Lafage (2002) observe que « moyen » dans cette phrase devient un verbe, pendant que l'article et la préposition sont omis. Elle note aussi qu'il y a une régularisation analogique de « sortir » en « sorti ».

2-Montre la, c'est montre sous-manguier; ti gagné douflé! (= cette montre tu l'as eue en fraude; tu n'as pas dû la payer cher).

- Lafage (2002) explique que « sous-manguier » ici veut dire « en cachette, en fraude ». L'expression vient du fait que la transaction est effectuée « sous-manguier », c'est-à-dire « en plein air » et non dans un magasin. Elle note également que « gagner » dans la phrase 2 veut dire « avoir ». Le mot « douflé » signifie « à bas prix », et provient d'une des langues locales, le baoulé (bo luflé = prendre quelqu'un pour un imbécile).

Il faut noter que le F.P.I connaît une ampleur véhiculaire très importante en Côte-d'Ivoire. Turcotte (1981:48-9) évoque même la possibilité qu'il soit maintenant la langue première d'enfants nés à Abidjan de parents d'ethnies différentes.

Sur le plan social, l'urbanisation massive dans la seule ville d'Abidjan, surtout après le conflit sociopolitique en Côte-d'Ivoire, a créé un brassage important de populations qui ont fini par adopter le F.P.I comme un moyen de communication interethnique.

Le nouchi

Ce mot a été utilisé pour la première fois en 1986 (Kube 2005:41) dans une revue ivoirienne pour décrire le langage de jeunes provenant des quartiers périphériques d'Abidjan. C'est un parler issu du mélange du français et des langues ivoiriennes. Le linguiste ivoirien N'guessan (2006:177) conclut que le nouchi est l'idiome le plus utilisé parmi les jeunes Ivoiriens âgés de 10 à 30 ans. Sa popularité parmi les jeunes est principalement due à l'échec du système scolaire ivoirien après les années 1970 (Ploog 2007:3, N'guessan 2006:178). Le taux d'échec au niveau du primaire s'élevait à plus de 60% et à 70% au secondaire et au supérieur. La rue devint alors le lieu d'accueil de toutes ces jeunes personnes qui ne survivaient que de petits métiers. Ils auraient donc inventé le nouchi comme code secret¹⁶ pour leurs communications. Le nouchi s'est rapidement répandu dans toute la Côte-d'Ivoire et même dans la sous-région ouest

¹⁶ - Ce sont en ces termes que Kube (2005:42) décrit le nouchi à sa création dans les années 1980.

africaine par la chanson zouglou au début des années 1990 (N'guessan 2006:179)¹⁷. Le nouchi est une forme hybride du F.P.I et des langues locales, surtout du dioula (Lafage 2002). Selon N'guessan (2006:186-8), bien qu'il y ait des similarités entre le F.P.I et le nouchi, il existe aussi des différences marquées entre ces deux variétés de français ivoiriens. Le nouchi se distingue du F.P.I par ses nombreux emprunts au baoulé et au dioula, et par l'utilisation polysémique de certains mots ou expressions français. Les 3 exemples suivants tirés du corpus de N'guessan (2006:180-1) illustrent quelques caractéristiques linguistiques du nouchi:

- ça' est en bri main'nan? (= tu veux y arriver par la force alors? / Tu veux m'y contraindre?).

- Mais j'ai quoi! Les côcôs comme ça là ça me charge (= je n'ai rien! Les parasites de ton espèce me fatiguent.)

- Même moro côcôs moyen tomber (= même si vous n'avez qu'une pièce de cinq francs cfa (moro), le parasite est capable de vous la réclamer.)

On trouve dans les phrases ci-dessus, des mots (bri, côcô, moro) d'origines différentes (N'guessan 2006:181):

¹⁷ - Selon N'guessan (2006:179), le zouglou est « un phénomène musical ivoirien apparu au début des années 1990. Le zouglou est né dans un environnement socio-politique en ébullition caractérisé par des grèves d'enseignants, et d'étudiants. »

- Le mot « bri » est l'abréviation de « brigand », « moro » est le terme dioula pour une pièce de 5 francs cfa, et « côcô » est un terme pour désigner un parasite (N'guessan 2006:181-2)

2.1.2.2 Conflits linguistiques

Le fait principal qui caractérise la situation de conflit linguistique en Côte-d'Ivoire est la popularité croissante des variétés de français, à savoir le F.P.I et le nouchi, au détriment des langues ivoiriennes. Le brassage des populations, dû à l'urbanisation, fait que les langues locales servent de moins en moins de moyen de communication aux jeunes ivoiriens qui naissent et grandissent dans les centres urbains. Les langues ivoiriennes sont pourtant perçues par les vieilles générations comme étant un symbole d'identité nationale (Chaudenson 1991:71-2). Cette opposition entre les grands-parents et la jeune génération ivoirienne constitue la première forme de conflit que nous relevons dans la pratique linguistique ivoirienne. Ce conflit qui oppose les langues ivoiriennes au français vernaculaire devient de plus en plus préoccupant pour les défenseurs de l'identité ivoirienne, d'autant plus que les parlers locaux ont pris beaucoup de recul face aux variétés de français ivoiriens.

Une autre forme de conflit linguistique observable en Côte-d'Ivoire est celle vécue par les locuteurs exposés à la diglossie franco-française (Kube 2005:67). Ce type de conflit est ressenti par le locuteur, qui dans cette situation est détenteur des deux formes de français en conflit: la norme standard enseignée à l'école et une ou plusieurs variétés locales.

La promotion sociale en Côte-d'Ivoire passe par l'apprentissage du français officiel (Dumont 1990:42); son acquisition est donc une condition sine qua non pour presque tous les emplois prestigieux. Son importance et son statut ne cessent donc de s'accroître alors que sa diffusion parmi la population est restreinte (Dumont 1990:43-4). En revanche, les variétés de français parlées en Côte-d'Ivoire, surtout le F.P.I, s'institutionnalisent progressivement et deviennent des normes locales. Ce sont ces facteurs qui expliquent le souci des intellectuels ivoiriens qui se disent concernés par le recul du français standard face aux variétés locales de français (Lafage 2002). Ce conflit est aussi ressenti chez des locuteurs qui, dans le souci de se faire comprendre, se sentent obliger de se servir de ces formes endogènes de français.

Dans cette analyse, il s'avère que le contact entre le français et les langues autochtones ivoiriennes est un facteur très important dans la dynamique sociolinguistique du pays, d'autant plus que pour plusieurs, le statut et le rôle que jouent les langues locales sont pertinents pour le maintien de l'identité ivoirienne. Le problème qui se pose ici est celui de savoir quelle action prendre pour maintenir un bilinguisme harmonieux entre le français langue officielle et les langues locales ivoiriennes. Selon Kwofie (1977:14), seule une initiative d'ordre politique peut assurer la survie des langues autochtones dans la dynamique sociolinguistique ivoirienne.

Or, toute intervention qui se veut efficace doit tenir compte des réalités de la diversité culturelle et linguistique de la Côte-d'Ivoire (Calvet 2002:65-6). Dans la section qui suit,

nous nous proposons donc d'élaborer une analyse de la réalité sociolinguistique ivoirienne, fondée sur le modèle élaboré par Chaudenson (1991, 2004). Celui-ci propose une grille d'analyse des situations linguistiques de l'espace francophone. Cette analyse servira de base à notre discussion dans le chapitre 3, consacré aux notions de politique et planification linguistique.

2.2 Application de la grille d'analyse à la situation sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire

La grille d'analyse des situations linguistiques de l'espace francophone, développée par Robert Chaudenson et le Réseau des *Langues Africaines Français et Développement dans l'Espace Francophone (L.A.F.D.E.F)* nous permettra de dresser une image de la réalité sociolinguistique en Côte-d'Ivoire.

Cette grille est la plus appropriée pour la description de la situation sociolinguistique ivoirienne parce qu'elle prend en compte des facteurs comme le rôle que jouent le français et les langues locales dans le pays, les attitudes de la population face à ces langues ainsi que les statuts de ces parlers (Kwofie 1977:3). Ces éléments sont indispensables dans la description adéquate de la situation sociolinguistique d'un pays.

Il est important de noter que la grille que nous nous proposons d'adopter est une version réaménagée d'une première grille parue en 1988. Celle-ci avait été utilisée pour l'élaboration d'une vue d'ensemble de la situation du français dans la francophonie (Chaudenson 1991:9). Les résultats de cette grille, qui bien entendu se limitait au français, ont été publiés en 1991 par le réseau L.A.F.D.E.F. La version remaniée de la

grille fut publiée en 2004, et cette fois, appliquée aux langues nationales des pays membres de la francophonie.

2.2.1 Mode d'emploi de la grille L.A.F.D.E.F

La grille représente un outil très utile dans l'analyse de la situation sociolinguistique d'un seul ou de plusieurs États à la fois. Elle est aussi applicable à plusieurs langues (Chaudenson 2004:13) et permet donc une évaluation de type comparative des données recueillies sur ces langues. La grille fait une distinction entre *status* et *corpus*. Selon la définition de Chaudenson (2004:9) :

Le *status* est l'ensemble des caractéristiques décrivant le statut, mais aussi les fonctions et les représentations d'une langue dans un pays donné, alors que le *corpus* décrit la compétence linguistique ou encore les usages de la langue.

Status et *corpus* sont subdivisés en sous-éléments que nous traiterons plus tard dans ce chapitre. A ces sous-éléments sont attribuées des valeurs numériques qui totalisent un maximum de 107 pour le *status* et de 100 pour le *corpus*. Le total des sous-éléments du *status* est ensuite ramené à 100 par l'application de la règle de 3 (Chaudenson 2004:16). Cela permet de faire une comparaison du *status* et du *corpus* sur une même échelle. Il importe par ailleurs de souligner que dans la nouvelle grille L.A.F.D.E.F les langues ivoiriennes sont regroupées sous une seule rubrique où leur sont attribuées des valeurs communes pour leur *status* et leur *corpus*. Dans notre analyse nous nous proposons toutefois d'établir une distinction plus fine entre les langues ivoiriennes. Des valeurs seront donc accordées aux éléments du *status* et du *corpus* pour chacune des principales langues des 4 grands groupes ethniques de la Côte-d'Ivoire. Ces langues,

notons-le, constituent les langues maternelles de plus de 60% des Ivoiriens (Turcotte 1981:38). Elles ont aussi été l'objet de plusieurs études, y compris leur graphisation par l'Institut de Linguistique Appliquée d'Abidjan (Lafage 1996:589). Comme l'indique Dérive (1986:46), ces quatre langues font parties d'un total de treize¹⁸ idiomes locaux utilisés à la radio et à la télévision.

Nous adopterons le même barème et mode de calcul que ceux proposés par la grille L.A.F.D.E.F.

Le tableau 2 présente les principales langues des quatre groupes ethniques ivoiriens. Ces langues ont été retenues compte-tenu du nombre de leurs locuteurs et de leur intelligibilité, non seulement pour les locuteurs des autres langues appartenant au même groupe ethnique, mais aussi pour un grand nombre d'Ivoiriens.

Tableau 2: Les 4 langues ivoiriennes géographiquement dominantes et leurs aires linguistiques

Groupes ethniques	Langues principales	% de locuteurs par rapport au groupe ethnique	% de locuteurs par rapport à la population ivoirienne
Akan	baoulé	55%	23%
Krou	bété	34%	4.4%
Mandé	malinké-dioula	80%	13.4%
Gour	sénoufo	59.2%	10.5%

(Source: Lafage (2002) et de la base de données *Ethnologue* (<http://www.ethnologue.com/>).

¹⁸ - Ces langues, comme l'indique Dérive (1986:46), sont le baoulé, le bété, le sénoufo, le dioula, l'abbey, l'attié, le gouro, le guéré, le koulango, le dida, le yacouba, l'ébrié et le moré. La télévision et la radio nationale accordent 10 minutes par semaine à chacune de ces langues.

2.2.2 Évaluation des composantes du *status* du français et des 4 principales langues ivoiriennes

La grille L.A.F.D.E.F fait une distinction nette entre statut et *status*. L'officialité accordée à la langue, ou encore son statut, est une des composantes majeures du *status*. Le *status* comprend donc non seulement l'officialité, mais aussi les représentations sociales et les fonctionnements de la langue dans les différents secteurs de l'économie du pays (Chaudenson 2004:9). La place accordée à la langue dans le secteur de l'éducation et dans les médias relève aussi du *status* (Chaudenson 1991:32).

L'application du barème et du mode de calcul proposés par la grille nous permettra de déterminer le *status* des quatre principales langues ivoiriennes retenues dans le cadre de nos analyses. Ainsi, nous serons en mesure d'affecter des valeurs à chacun des éléments du *status* et du *corpus* de ces langues, contrairement à la méthode utilisée par le réseau L.A.F.D.E.F qui les regroupe toutes sous une seule rubrique intitulée; « langues ivoiriennes ». Pour le *status*, la grille prend en compte les composantes suivantes :

2.2.2.1 L'officialité

Un total de 12 points est accordé à cette composante du *status*. L'objectif ici est de déterminer le statut de la langue, que ce soit officiel ou de facto. La grille n'attribue des points que si la langue en question est reconnue comme langue officielle par l'État ou joue le rôle de langue officielle de facto. Dans ce cas, il ne faut pas qu'une autre langue ait le statut de langue officielle.

Les 12 points de la rubrique « officialité » sont attribués au français car la constitution de la Côte-d'Ivoire adoptée le 23 juillet 2000 dans l'article 29 reconnaît le français comme la seule langue officielle du pays. Aucune des quatre langues ivoiriennes retenues dans le cadre de nos analyses ne sont mentionnées dans cette constitution.

2.2.2.2 Usages Institutionnels

Cette composante est subdivisée en 5 sous-domaines auxquels sont attribués chacun 4 points, pour un maximum de 20 points pour cette rubrique. Ici on ne considère que les pratiques autorisées par la loi du pays en question. Cependant la grille prend en compte les pratiques considérées légales dans ces pays. Dans plusieurs zones rurales africaines par exemple, la justice est dispensée en langues locales.

- i- Textes officiels (4 points): toutes les lois en Côte-d'Ivoire sont publiées officiellement en français. Le maximum de 4 points est donc attribué au français.
- ii- Textes administratifs nationaux (4points) : les documents provenant du gouvernement ivoirien et destinés à la population toute entière ne sont publiés qu'en français. En conséquence, les 4 points sont accordés au français.
- iii- Justice (4 points) : le système judiciaire en Côte-d'Ivoire est exclusivement en français. Cependant la loi permet à ceux, devant les cours de justice, qui ont des difficultés à utiliser le français, de s'exprimer dans une langue ivoirienne (Kube 2005:58). Ainsi, la langue véhiculaire la plus courante est souvent utilisée dans les groupes hétérogènes linguistiquement. La grille attribue une valeur de 3

points au français et 1 point aux langues ivoiriennes. Nous répartissons donc ce point entre les 4 langues ivoiriennes retenues; ce qui nous donne 0.25 pour chacun de ces parlers.

- iv- Administration locale (4 points) : les textes administratifs comme nous l'avons vu, sont publiés en français alors que les contacts entre les populations et les employés administratifs, surtout en milieu rural, se font en langues locales. La grille a retenu une valeur de 3 pour le français et 1 pour les langues ivoiriennes. Nous distribuons ce point (1) entre les 4 principales langues ivoiriennes; à savoir le dioula, le bété, le sénoufo et le baoulé, ce qui nous donne donc une valeur de 0.25 pour chacune de ces langues.
- v- Religion (4 points) : il n'existe aucune loi précisant la langue à utiliser dans ce domaine. Il existe même des traductions de la Bible dans ces 4 langues¹⁹. Le dioula par exemple est beaucoup utilisé parmi les populations musulmanes de la Côte-d'Ivoire, alors que le baoulé est populaire dans le sud, qui est à majorité chrétienne. Le français est cependant utilisé dans l'enseignement du catéchisme et les célébrations de la messe en milieu urbain. Dans la grille le total de 4 points pour cette rubrique est reparti également entre le français d'un côté et les langues ivoiriennes de l'autre. Nous avons donc retenu les 2 points accordés au français par la grille et avons attribué 0.5 pour chacune des 4 langues ivoiriennes.

¹⁹ Ces informations sont à consulter dans la base de données disponible sur internet à l'adresse suivante: http://www.ethnologue.com/show_country.asp?name=CI.

2.2.2.3 Éducation

Nous prendrons en compte les trois cycles d'enseignement (le primaire, le secondaire et le supérieur) comme le fait la grille. Un total de 10 points est alloué à chaque cycle en fonction du nombre d'heures accordées officiellement à la langue en question (Chaudenson 2004:15). Dans cette rubrique, la grille ne tient donc pas compte de la réalité sur le terrain, qui pourrait d'ailleurs être différente des dispositions officielles.

En Côte-d'Ivoire, le français est la seule langue d'enseignement aussi bien au primaire, au secondaire qu'au niveau supérieur. Il existe cependant quelques modestes tentatives d'introduction des langues ivoiriennes dans le système éducatif : par exemple, le projet «école-intégrée», commencé dans les années 1970 à Katiola, une ville au nord de la Côte-d'Ivoire, et reproduit ensuite dans 10 autres établissements scolaires (Kube 2005:58). Ce projet consiste à dispenser l'enseignement primaire dans 10 langues ivoiriennes y compris le baoulé, le bété, le dioula et le sénoufo. Ces 4 langues sont aussi au programme d'étude de l'Institut de Linguistique Appliquée (I.L.A) de l'Université d'Abidjan (Kube 2005:58). C'est ce qui justifie les 9 points accordés par la grille au français pour le cycle primaire, 10 pour le secondaire et 9 au cycle supérieur. La grille L.A.F.D.E.F alloue 1 point aux langues ivoiriennes pour le cycle primaire, 0 pour le secondaire et 1 point au niveau supérieur. Quand au baoulé, au bété, au dioula, au sénoufo et au dioula, nous leur répartissons les valeurs accordées aux langues ivoiriennes; ce qui fait donc 0.2 points pour chacune de ces langues au cycle primaire, 0 au secondaire et 0.2 chacune pour le niveau supérieur.

2.2.2.4 Moyens de Communication de masse

Cette rubrique est divisée en 5 secteurs qui sont la presse écrite, la radio, la télévision, le cinéma et l'édition (Chaudenson 2004:15). 5 points sont attribués par secteur pour chaque langue, pour un total de 25.

La presse écrite en Côte-d'Ivoire est rédigée en français, et comme le mentionne Kube (2005:59), il n'existe aucun journal ni magazine publié en langue ivoirienne. En ce qui concerne les émissions à la radio et à la télévision ivoirienne, elles sont presque entièrement en français. Un petit pourcentage de la grille d'horaire de la R.T.I (Radio Télévision Ivoirienne), la chaîne nationale ivoirienne, est réservé aux langues locales; 15 minutes par semaine sont allouées à chacune des vingt trois langues ivoiriennes retenues. L'édition est aussi faite en français. Il existe quelques publications par la filière locale du Summer Institute for Linguistics (S.I.L) en langues ivoiriennes. La grille a donc retenu le maximum de 5 points pour le français dans le secteur de la presse écrite et du cinéma et 4 points pour chacun des autres secteurs, à savoir la télévision, la radio, et l'édition. Quand aux quatre idiomes ivoiriens retenus, la grille leur a alloué 0 pour le secteur de la presse écrite et 1 point sous chacune des autres subdivisions de cette section. Comme nous venons de le voir (moyens de communications de masse), le baoulé, le bété, le sénoufo et le dioula ont le même statut à la radio, à la télévision et dans le secteur de l'édition; nous leur répartissons donc la valeur (1 point) que la grille leur a attribué; ce qui nous donne donc 0.25 points pour chacune de ces langues sous les domaines précités.

2.2.2.5 Possibilités économiques et représentations sociales

Dans cette rubrique il s'agira d'examiner, pour chaque langue, les opportunités d'emplois disponibles aux locuteurs et le prestige qu'a la langue. Il ne s'agit pas ici d'une évaluation scientifique (Chaudenson 2004:16) comme dans les rubriques précédentes.

La grille propose cependant une évaluation de 0 à 10 sur l'échelle suivante; 20-17 (excellent), 16-13 (bon), 12-7 (moyen ou médiocre), 6-0 (faible).

En Côte-d'Ivoire, la compétence en français, langue officielle, est une condition incontournable de promotion sociale (Partmann 1981:18). En effet, le français est le seul moyen officiel de communication dans le secteur public. Ce secteur est l'un des secteurs qui fournit les emplois les plus prestigieux. L'accès à un emploi dans la fonction publique passe donc par l'apprentissage du français. Nous retenons donc la valeur de 20, attribuée au français par la grille. En ce qui concerne les langues ivoiriennes, elles maintiennent toujours leur importance dans le secteur informel (Lafage 2002). Le dioula et le baoulé par exemple ont réussi à s'imposer au fil des années comme langues véhiculaires, surtout dans les grandes villes ivoiriennes (Partmann 1981:15), à côté du français populaire ivoirien (F.P.I) qui est une forme locale du français. Quand aux deux autres idiomes ivoiriens retenus dans le cadre de nos analyses, à savoir le bété et le sénoufo, ils assument un rôle régional important (le bété dans le Sud-Ouest et le sénoufo au Nord-Est) dans la communication interethnique. C'est ce qui justifie la valeur 6 que nous avons attribuée au dioula et au baoulé et 3 pour le bété et le sénoufo.

2.2.3 Évaluation des éléments du *corpus* du français et des 4 principales langues ivoiriennes

Le *corpus* se rapporte à l'emploi pratique de la langue, telles que les compétences des locuteurs et leurs productions langagières (Rakotomalala 2005:18). Bien que *status* et *corpus* soient distincts, ils sont étroitement liés l'un à l'autre (Chaudenson 2004:13). Un changement dans l'une des composantes peut avoir des conséquences sur l'autre. Ainsi, un changement par exemple du statut du français en Côte-d'Ivoire pourrait engendrer un changement d'attitude de la population envers la langue et même avoir des influences sur leur compétence linguistique.

Nous retiendrons les valeurs obtenues par le réseau L.A.F.D.E.F pour les rubriques se rapportant au *corpus* du français en Côte-d'Ivoire. Quant aux 4 langues ivoiriennes (le baoulé, le bété, le dioula et le sénoufo), nous nous servirons des données statistiques du Rapport sur le Développement Humain du P.N.U.D de 2003²⁰ et 2004 ainsi que de la base de données Ethnologue²¹ comme fondement à nos analyses. Ces données nous permettront d'attribuer des valeurs à chaque composante du *corpus* pour ces langues, tout en adoptant les mêmes barèmes et modes de calcul que la grille. 20 points sont alloués à chacune des 5 rubriques du *corpus*, pour un total de 100.

²⁰ - Le rapport 2003 sur le Développement Humain de la P.N.U.D est disponible sur internet : <http://hdr.undp.org/reports/global/2003/français/index.html>

²¹-Ces données sont à consulter sur le site : http://www.ethnologue.com/show_language.asp?code=bci

2.2.3.1 Acquisition comme langue maternelle

Sous cette rubrique, il s'agit de déterminer le pourcentage de locuteurs qui acquièrent une langue donnée comme langue maternelle (Chaudenson 2004:16). Le total de points alloués à cet élément du corpus est de 20. Le mode de calcul proposé par la grille est le suivant: Si 20% de la population a pour langue 1 la langue X, celle-ci se verra affectée la valeur 4 ($4=20\%$ de 20) (Chaudenson 2004:16).

La valeur 1, qui représenterait 5% de locuteurs natifs en Côte-d'Ivoire, accordée au français dans la grille, nous paraît exagérée. Cette évaluation de la grille ne prend en compte que les réalités linguistiques à Abidjan qui héberge plus d'un cinquième de la population ivoirienne (Chaudenson 2004:105), sans toutefois tenir compte de l'ensemble du pays, qui notons-le est en majorité rurale. En effet, un travail de recherche par Lafage (1979:209) estimait le nombre d'Ivoiriens ayant acquis le français (la forme officielle) comme langue maternelle entre 0,1% et 0,5% de la population; c'est d'ailleurs ce qui lui a fait conclure que:

Très rares sont les ivoiriens qui ont le français pour langue maternelle; un grand nombre d'entre eux ne connaissent qu'une ou plusieurs langues africaines : près de 75,3% de la population rurale, 36,1% de population urbaine, 27% de la population de la commune d'Abidjan (Lafage 1979:209).

Dans une enquête plus récente sur le lexique du français de Côte-d'Ivoire, Lafage (2002) fait les précisions suivantes:

Si le nombre de personnes déclarant parler français est en constante augmentation, la qualité de la langue officielle est déplorée par les intellectuels du pays.

En l'absence de données récentes sur le pourcentage précis de la population ivoirienne parlant le français comme langue première, et prenant en compte une croissance démographique de 3,4% (Ploog 2007), nous estimons cette proportion de la population à 1%; soit une valeur de 0.2 point. Certes, plus d'enfants à Abidjan acquièrent le français comme langue maternelle (Kube 2005:59). Il faut toutefois distinguer entre le français langue officielle ou français des élites (Lafage 2002) et les variétés de français telles que le nouchi et le français populaire ivoirien. Le F.P.I et le nouchi, faut-il le rappeler, sont des variétés autonomes de français (Boutin 2004:3-4, Ploog 2007) souvent difficiles à comprendre pour un francophone non local.

En revanche, les données et l'analyse que nous venons de présenter montrent que la majorité des Ivoiriens acquièrent en premier les langues locales; celles-ci étant les plus usitées dans le cadre familial (Turcotte 1981:47). À ce titre, les valeurs que nous obtenons pour les 4 principales langues ivoiriennes après l'application du mode de calcul de la grille sont les suivantes : 4,6 points pour le baoulé, 0,9 pour le bété, 2,7 pour le malinké-dioula et 2,1 pour le senoufo.

2.2.3.2 Apprentissage

Sous cette composante du *corpus*, il s'agit de déterminer la portion de la population apprenant la langue en question dans un cadre scolaire (Chaudenson 2004:16). Ici, la grille ne prend en compte que les pays ayant adopté des langues officielles qui ne sont pas connues par la majorité de leurs populations.

Nous nous inspirons, dans cette partie, des résultats de la grille L.A.F.D.E.F qui retient 7 points pour l'apprentissage scolaire du français en Côte-d'Ivoire. Ce résultat s'explique en partie par le fait que 50% de la population ivoirienne a moins de 18 ans, et de cette proportion, 63% a accès à l'éducation primaire. Seulement 69% de ceux en âge de fréquenter l'école primaire mènent leur éducation jusqu'au bout. Les données statistiques sont encore moins élevées pour les générations passées. Dans la grille, aucune valeur n'est attribuée aux langues ivoiriennes car selon les dispositions légales, elles ne sont ni medium ni matières d'enseignement.

2.2.3.3 Véhicularisation

Nous évaluerons ici le taux de véhicularisation du français et des quatre principales langues ethniques en Côte-d'Ivoire. La grille identifie le processus de véhicularisation comme étant :

Les cas où des locuteurs de langue première A adoptent une langue B (comme langue 2 ou 3) comme véhiculaire pour communiquer, soit avec des locuteurs de langue A, soit avec des locuteurs de langue autre que A et qui ont aussi B comme véhiculaire (Chaudenson 2004:18).

Le barème attribue 1 point pour chaque 2,5% de la population qui parle la langue en question comme langue véhiculaire.

Dû à la diversité linguistique de la Côte-d'Ivoire, aucune langue du pays n'a le statut, que ce soit de facto ou de jure, de parler véhiculaire à l'échelle nationale (Partmann 1981:15, Perrin 1988:7). Il est à noter toutefois qu'à Abidjan, où réside maintenant plus d'un cinquième de la population ivoirienne (Kube 2005:59), le F.P.I est

de plus en plus utilisé dans les communications interethniques. Tenant compte de ces données statistiques et du mode d'évaluation de la vehicularité, nous arrivons à une valeur de 8 sur 20 pour le français, comme proposée par la grille. Cependant, plusieurs autres recherches indiquent que la seule langue ivoirienne la plus parlée comme langue seconde est le dioula-malinké (N'guessan 2006:181, Lafage 1996:589, Ploog: 2007). Des enquêtes menées par *l'Institut de Recherche Pédagogique de Côte-d'Ivoire* entre les années 1978 et 1979 ont conclu que 62% des 2000 élèves interrogés déclaraient parler le dioula comme langue seconde (Partmann 1981:15-6). Quant à Lafage (2002), elle explique que des recherches menées en 1992 montrent que plus de 58% des Abidjanais parlaient le dioula dans les marchés de la capitale. Il est estimé que le dioula véhiculaire est usité par plus de 45% de la population ivoirienne (Partmann 1981:15), surtout dans les secteurs du commerce (N'guessan 2006: 181-82). C'est ce qui explique la valeur de 12 que nous retenons pour le dioula, puisque le total sous cette rubrique ne pourrait excéder le maximum de 20 points. Le baoulé, le bété et le sénoufo n'ont que des fonctions intra-ethniques (Lafage 1996:558) et ne servent donc pas de langues véhiculaires.

2.2.3.4 Compétence linguistique

Cette partie vise à déterminer la part de la population ayant d'abord une connaissance approfondie dans une langue donnée, c'est-à-dire les locuteurs de niveau A, et ensuite le pourcentage de la population ayant des connaissances réduites dans cette même langue (Chaudenson 2004:19). Le calcul de la compétence linguistique des locuteurs

dans la langue en cause se fait avec un coefficient 20 si leur compétence est excellente, mais si elle est réduite, le calcul se fait avec un coefficient 10. La grille propose aussi qu'aucune évaluation n'est nécessaire si une langue n'est parlée que par des locuteurs natifs, comme c'est le cas avec le baoulé, le bété et le sénoufo en Côte-d'Ivoire.

La valeur 13, attribuée au français, est expliquée par le fait que deux tiers de la population ivoirienne ont une connaissance réduite de cette langue, en tant que langue première et véhiculaire (Kube 2005:60, Lafage 2002). Avec un nombre de locuteurs natifs évalués à 13,4% de la population ivoirienne et un taux de vehicularité à plus de 45%, nous arrivons à une valeur de 7 pour le dioula.

2.2.3.5 Production langagière

Dans cette section, il s'agira d'affecter une valeur numérique à une langue donnée en fonction de la production langagière quotidienne dans ce parler (Chaudenson:2004:19). Cette évaluation ne tient pas compte des productions langagières de locuteurs dans des contextes officiels où une personne est obligée de recourir à l'usage de telle ou telle langue.

Le total de 5 attribué au français par la grille paraît plus près de la réalité. La production langagière de la population ivoirienne en français langue véhiculaire est forte, surtout à Abidjan où s'est produit un brassage important des populations (Djité 1989:497). Les langues ethniques ivoiriennes sont fréquemment utilisées dans les communications familiales (Kube 2005:61), alors que le dioula, comme langue véhiculaire, est dominant dans les activités commerciales. C'est ce qui nous conduit à retenir 8 pour le dioula, 3

pour le baoulé, 2 points pour chacune des autres langues ivoiriennes retenues (le sénoufo et le bété).

2.2.4 Synthèse

La synthèse de nos évaluations des éléments du *status* et du *corpus* du français et des quatre principales langues ivoiriennes retenues permet de dresser un tableau synoptique que nous produisons en annexe de ce chapitre. Nous avons tenu également à reproduire, à titre comparatif, les valeurs accordées par le réseau L.A.F.D.E.F aux éléments du *status* et du *corpus* du français et des langues ivoiriennes²².

Comme on peut l'observer dans le tableau, le *status* du français en Côte-d'Ivoire est très élevé (90,6), alors qu'il a un *corpus* faible (33,2). Ceci confirme le grand écart qui existe entre le prestige accordé au français officiel par la constitution et son emploi réel parmi la population ivoirienne. Cet état de la situation sociolinguistique ivoirienne ne va pas sans conséquences fâcheuses à la fois sur la qualité de français et des langues locales parlées dans le pays. En effet, la stagnation de la scolarisation, le seul moyen par lequel est transmis le français officiel, pousse la population à s'appropriier le français (Ploog 2007:3). Ces variétés de français sont en train de s'établir comme des normes locales. Pourtant, les écarts lexicaux qui existent entre elles et le français officiel nuisent souvent à l'intercompréhension entre un francophone non local et un locuteur de ces variétés de français (Lafage 1979:211, Turcotte 1981:48). Quant aux langues ivoiriennes,

²² - Rappelons ici que le réseau L.A.F.D.E.F ne fait aucune distinction entre les langues ivoiriennes.

elles sont de moins en moins usitées et ne possèdent quasiment aucun statut ni rôle dans la dynamique sociolinguistique actuelle de la Côte-d'Ivoire.

Une vue qui s'accorde avec l'analyse que nous venons de faire est celle de Lafage (1979:217) quand elle conclut que « dans le système actuel, de gros efforts devront être déployés si l'on veut éviter l'extension du F.P.I et la créolisation du français ».

Tableau 2.1 : Éléments du *status* et du *corpus* du français en Côte-d'Ivoire et des 4 principales langues ivoiriennes
(Les valeurs entre parenthèses représentent celles du réseau L.A.F.D.E.F.)

	<i>français</i>	français	Langues ivoiriennes	dioula	baoulé	bété	Sénoufo
Officialité / 12	(12)	12	(0)	0	0	0	0
Usages institutionnalisés /20	(16)	16	(4)	1	1	1	1
-textes officiels /4	(4)	4	(0)	0	0	0	0
-textes administratifs /4	(4)	4	(0)	0	0	0	0
-justice /4	(3)	3	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-administration locale /4	(3)	3	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-religion /4	(2)	2	(2)	0.5	0.5	0.5	0.5
Éducation/30	(28)	28	(2)	0.5	0.5	0.5	0.5
-primaire /10	(9)	9	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-secondaire /10	(10)	10	(0)	0	0	0	0
-supérieure /10	(9)	9	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
Moyens de communication de masse /25	(21)	21	(4)	1	1	1	1
-presse écrite /5	(5)	5	(0)	0	0	0	0
-radio /5	(4)	4	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-télévision /5	(4)	4	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-cinéma /5	(4)	4	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
-Edition /5	(4)	4	(1)	0.25	0.25	0.25	0.25
Possibilités économiques et représentations sociales /20	(20)	20	(3)	6	6	3	3
TOTAL STATUS /107	(97)	97	(13)	8.5	8.5	5.5	5.5
Acquisition L1 /20	(1)	0.2	(19)	2.7	4.6	0.9	2.1
Apprentissage lg. scolaire /20	(10)	7	-	-	-	-	-
Véhicularisation /20	(8)	8	(3)	12	0	0	0
Compétence linguistique /20	(13)	13	-	7	-	-	-
Production langagière /20	(5)	5	(15)	8	3	2	2
TOTAL CORPUS	37/ 100	33.2/100	37/60	29.7/ 80	7.6/ 60	2.9/ 60	4.1/ 60
STATUS /100	(89.7)	90.6	(12.1)	7.9	7.9	5.1	5.1
CORPUS /100	(37)	33.2	(61.6)	37.1	12.6	4.8	6.1

Chapitre 3 : Politique et planification linguistique en Côte-d'Ivoire

A la suite de nos analyses sur la réalité sociolinguistique ivoirienne, il n'est pas exagéré d'affirmer que le recul des langues autochtones face aux variétés endogènes de français est révélateur du conflit qui existe dans la dynamique sociolinguistique du pays. Pour Dumont (1990:13-4), la politique linguistique coloniale française est l'un des facteurs qui est à la base de la situation sociolinguistique actuelle de la Côte-d'Ivoire. Si, du point de vue de plusieurs intellectuels ivoiriens, la création de l'Institut de Linguistique Appliquée d'Abidjan (I.L.A) en 1966 et la désignation de langues nationales²³ en 1977, étaient le signe d'un changement révolutionnaire dans la situation sociolinguistique du pays, cela est loin d'être le cas. En effet, préciser la politique linguistique ivoirienne est une question des plus compliquée.

Le français, en tant que langue officielle, occupe un statut bien défini par la constitution du pays. Elle est la langue du pouvoir, en vertu de son statut de langue d'enseignement, langue des médias et de fonctionnement de l'État. Pourtant, les langues locales, généralement perçues comme des symboles du maintien de l'identité culturelle ivoirienne (Canut 1996:65), n'ont reçu aucune attention qui leur permette de jouer ce rôle effectivement. Or, le français « standard », avons-nous dit, en dépit de son statut incontesté, subit lui aussi du recul face à l'expansion des formes endogènes de français, comme le fait remarquer Kazadi (1991:159):

²³ - De Robillard (1996:589) précise que le texte d'une loi portant sur la réforme de l'enseignement, adopté le 16 août 1977 par le parlement ivoirien, fait référence à des langues nationales sans les mentionner.

[...] le français en Afrique, forteresse de l'État-nation et canal devant conduire à la science, à la technique et au développement, était lui-même dangereusement vulnérable, et ne pouvait ni assumer ni supporter longtemps la solitude que lui imposaient les décisions des États-nations africains. Comme nous l'avons dit, elles ont démontré les limites du « tout en français » et ébranlé les illusions.

On pourrait alors se poser la question à savoir pourquoi la diffusion du français standard et des langues ivoiriennes se trouve ainsi restreinte. Pour tenter d'y répondre, nous nous proposons dans ce chapitre, de déterminer s'il existe une politique linguistique en Côte-d'Ivoire; une telle approche implique le recours aux concepts de politique linguistique, d'aménagement linguistique et de planification linguistique. Nous ferons référence aux définitions de ces concepts, proposées par l'école sociolinguistique de Rouen et par Chaudenson (1989). Et pour cette première partie de ce chapitre, nous baserons sur l'explication de ces concepts, développée par Calvet (2002), qui propose le terme politologie linguistique pour décrire l'étude des actions qu'une société peut prendre, dans le but d'exercer des influences sur une ou plusieurs langues. Ce modèle nous permettra de dresser un bilan des diverses interventions visant à gérer le contact entre les langues en Côte-d'Ivoire. Dans une deuxième partie, nous examinerons ensuite les politiques linguistiques coloniales de la France, de la Grande-Bretagne et de la Belgique, afin de dresser une perspective comparative entre la situation sociolinguistique actuelle de la Côte-d'Ivoire et celle d'anciennes colonies britanniques en Afrique occidentale. Ces analyses serviront aussi de fondement à nos discussions au chapitre quatre.

3.1 Le concept de politologie linguistique

L'utilisation du terme politologie linguistique nous paraît commode parce qu'il nous permet d'évoquer à la fois les concepts de politique et de planification linguistique dans nos analyses des interventions sur les langues dans la dynamique sociolinguistique ivoirienne. Selon Calvet (2002:22-3) le concept de politologie linguistique a pour objet d'étude l'aménagement, la planification et la politique linguistique; il propose les trois étapes suivantes pour l'application de cette notion:

Dans un premier temps, elle se demandera donc pourquoi la situation S1 est jugée non satisfaisante, et quelle analyse, quelle politique, quelle idée de la société exprime derrière cette insatisfaction [sic]. Dans un second temps, elle analysera la situation « idéale », S2, visée par la politique linguistique et tentera de faire apparaître les raisons politiques et idéologiques de ce but ainsi que son adéquation ou son inadéquation au propos initial. Dans un troisième temps, enfin, elle se demandera si les objectifs visés sont atteints, mais elle analysera aussi les effets secondaires, non voulus ou non prévus de cette politique (Calvet 2002:24).

L'application de ce concept permet donc de faire une évaluation plus fine des résultats et des conséquences des interventions dans le domaine de la langue.

La notion de politologie linguistique implique non seulement l'évaluation des politiques et des aménagements linguistiques, mais aussi l'analyse des pratiques des locuteurs. En ce qui concerne le domaine des langues en Côte-d'Ivoire, nous nous proposons dans un premier temps d'examiner les objectifs des différentes interventions depuis l'indépendance du pays, tout en montrant quelle politique se trouve derrière ces interventions. Ces analyses nous mèneront également à répondre à la question de savoir s'il existe vraiment une politique linguistique en Côte-d'Ivoire. Nous discuterons

dans un deuxième temps les résultats de ces interventions dans la dynamique sociolinguistique actuelle du pays, et les pratiques qu'elles ont suscitées parmi la population.

Avant de passer à l'application de ce concept à la situation sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire, nous tenons à présenter quelques-uns des modèles théoriques développés par d'autres chercheurs, notamment ceux de Chaudenson (1989) et de l'école de sociolinguistique de Rouen, menée par Marcellesi et Guespin (1986).

3.2 Quelques modèles théoriques expliquant les concepts de politique et de planification linguistique

Plusieurs chercheurs ont dégagé des modèles théoriques afin d'expliquer les influences qu'une communauté linguistique peut exercer sur une ou plusieurs de ses langues.

Chaudenson (1989:100-1) propose un modèle à trois « étages » qu'il définit comme suit:

- 1- La « politique » linguistique qui consiste dans les décisions majeures, supranationales (comme la reconnaissance de la pluralité des langues dans l'espace francophone) ou nationales;
- 2- la « planification » linguistique qui consiste dans la définition des modalités et des délais de réalisations des objectifs de la politique;
- 3- « l'aménagement » linguistique qui est la mise en œuvre, éventuellement différenciée, des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs politiques dans le cadre de la planification.

Ces trois niveaux constituent des interventions qui peuvent être faites, en fonction des relations existantes entre des langues en contact, afin d'exercer des influences sur leurs *status* ou *corpus*. C'est donc dans cette perspective qu'il est utile de se référer aux résultats des analyses de la grille d'évaluation des situations linguistiques de l'espace

francophone, que nous avons présentés dans la section 2.4 du deuxième chapitre. Ce type de modèle peut servir de guide aux décideurs, en aidant dans un premier temps à déterminer l'écart entre le *status* et le *corpus* de deux ou plusieurs langues et ensuite à rétablir l'équilibre (Calvet 2002:71-3). On pourrait donc dire à juste titre que les conditions de cet équilibre entre le *status* et le *corpus* des langues en contact dépendent, non seulement de la politique et de la planification linguistique, mais aussi de l'aménagement linguistique. Dans ce modèle, Chaudenson (1989:101) précise également qu'il existe une différence fondamentale entre la gestion d'une situation de plurilinguisme et son aménagement; la gestion consiste à intervenir sur le rôle et le statut des langues, alors que l'aménagement est constitué d'actions précises (graphisation, standardisation) qui permettent à ces langues de jouer les rôles qu'on leur attribue. On peut citer en exemple le cas de l'Institut de linguistique Appliquée d'Abidjan (I.L.A). Créé en 1966, l'I.L.A avait pour tâche la standardisation des langues ivoiriennes (Turcotte 1979:436-7). Pour ce qui est de l'aménagement linguistique, Kazadi (1991:94) propose également l'exemple de plusieurs institutions québécoises telles que le Secrétariat à la Politique Linguistique, l'Office de la Langue Française et le Conseil de la Langue Française. Les fonctions attribuées à ces institutions tiennent aux conditions de la définition du terme aménagement linguistique, proposée par Chaudenson (1989:101).

Pour se placer dans une optique qui leur permette de décrire l'ensemble des interventions, conscientes ou non conscientes, qu'une communauté linguistique peut exercer sur ses langues, Guespin et Marcellesi (1986:5) proposent le terme

glottopolitique. Il faut remarquer que plusieurs analyses des concepts de politique et de planification linguistique n'exposent que les interventions volontaires sur les langues, le plus souvent déployées par le gouvernement d'une nation. Ainsi, selon Guespin et Marcellesi (1986:12-3), il est aussi indispensable d'examiner les influences non-officielles qu'une société peut avoir sur une langue. Analysant les particularités sociolinguistiques des pays du Maghreb, Elimam (1986:84) avait conclu que la glottopolitique telle que vécue dans un pays, pourrait être à contre courant de la politique linguistique officielle de ce pays.

L'emploi du terme « changement linguistique » (Delavigne 2000:45) nous paraît aussi approprié pour saisir l'ensemble des interventions délibérées et les influences involontaires que les locuteurs peuvent exercer sur une langue. Retenant d'autres théories d'analyses comme celle proposée par l'école sociolinguistique de Rouen, on pourrait affirmer que le terme glottopolitique parvient à cerner non seulement les changements naturels qui surviennent du contact et du conflit entre les langues, mais réussit aussi à saisir les décisions conscientes qui visent à régulariser une ou plusieurs langues. C'est ici que nous rejoignons l'idée de « politique démocratique de la langue en deux directions » telle qu'elle a été décrite par Guespin et Marcellesi (1986:7-8), qui ont expliqué que toute politique linguistique efficace devrait tenir compte de la réalité des pratiques sociolinguistiques des locuteurs.

À travers ce bref aperçu du concept de glottopolitique, l'on pourrait proposer que toute intervention sur les langues en Côte-d'Ivoire devrait avoir pour objectif d'établir

un rapport de « collaboration et de complémentarité » entre le français et les langues ivoiriennes (Mudimbe 1979:195).

3.3 Existe-t-il une politique et un aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire?

La situation sociolinguistique de la quasi-totalité des pays africains est les plus complexes du monde, par le fait du nombre de langues parlées dans ces pays (Alexandre 1972:79). Pourtant, cette complexité dont il est question n'est pas uniquement dû au nombre de langues, mais surtout au statut et à la place accordés à ces langues. Dans la section qui suit, nous précisons cette complexité en analysant la politique linguistique ivoirienne, qui notons-le, manque de mobiliser la majorité de la population ivoirienne.

3.3.1 Politique linguistique en Côte-d'Ivoire

L'on pourrait difficilement donner une réponse convaincante à cette question sans regarder de plus près les différentes décisions des autorités ivoiriennes dans le domaine de la langue depuis l'indépendance du pays.

En ce qui concerne le français, elle est restée la langue officielle de la Côte-d'Ivoire après l'indépendance du pays le 4 août 1960. D'abord, la constitution de 1963²⁴ (Gautier 1993:21) et ensuite la toute dernière, celle du 23 juillet 2000, précisent, sans toutefois donner plus amples détails, que la langue officielle est le français. Les instances publiques ainsi que le système d'information fonctionnent tous en français, tandis que cette langue est le seul moyen d'enseignement à tous les niveaux. Cette politique

²⁴ - L'article 1 de la constitution ivoirienne de 1963 indique que « la langue officielle est le français » (Leclerc et al. 1993:21).

linguistique ivoirienne est un héritage de la politique coloniale française que nous analyserons plus tard dans ce chapitre.

Deux raisons majeures se retrouvent dans les explications de plusieurs linguistes concernant l'adoption du français comme langue officielle en Côte-d'Ivoire après l'indépendance. En premier lieu, notons que seul le français avait la capacité de remplir cette fonction pendant les années de l'indépendance (1960) dû à la politique officielle française qui exigeait qu'aucune langue autochtone fût utilisée dans la fonction publique et dans l'enseignement (Dérive 1986:44-5, Turcotte 1981:65). Du point de vue linguistique, les langues ivoiriennes n'ont donc pas reçu d'attention quant à leur développement. Deuxièmement, le morcellement linguistique de plusieurs pays africains, notamment la Côte-d'Ivoire, faisait que les langues de colonisation étaient généralement perçues comme des facteurs de promotion d'unité nationale entre les différents groupes ethniques (Fishman et al. 1968:231). Comme l'indique Fishman et al. (1968:227), le choix d'une langue X comme moyen d'enseignement, représente un avantage considérable pour les locuteurs de cette langue par rapport aux locuteurs d'une langue Y ou Z.

Pourtant, tenir les langues maternelles à l'écart dans une situation de multilinguisme est une source majeure de conflit linguistique, avec le potentiel d'engendrer plusieurs problèmes sociolinguistiques (Kwofie 1977:5). Du point de vue linguistique, ces problèmes se manifestent par l'émergence de variétés de la langue internationale, comme c'est le cas avec le F.P.I et le nouchi en Côte-d'Ivoire. Ainsi, selon le concept de

politologie linguistique, l'émergence de ces variétés de français constitue les conséquences non envisagées de la politique linguistique ivoirienne.

Si le rôle du français dans la dynamique sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire est défini, il n'en est pas de même pour les langues locales. A l'exception de la reconnaissance des langues nationales par une loi votée par le parlement ivoirien le 16 août 1977²⁵, il n'existe aucun autre texte officiel précisant le statut des langues ivoiriennes (Lafage 1996:589). Il faut aussi noter par ailleurs qu'aucune de ces langues nationales n'est nommée dans le texte de la loi du 16 août 1977 (Lafage 2002). La désignation « langue nationale » peut ainsi s'appliquer à toutes les langues locales du pays; ce qui fait penser que les autorités ivoiriennes semblent avoir adopté une attitude de « laisser-faire » dans leur gestion du plurilinguisme du pays. Le français, en vertu de sa reconnaissance par la constitution de la Côte-d'Ivoire comme langue officielle, est la langue du pouvoir. Par contre, la position n'est pas aussi claire en ce qui concerne les langues locales, parce qu'aucun rôle spécifique ne leur est attribué.

C'est cette absence de politique concrète de promotion des langues ivoiriennes qui nous fait conclure que le développement des langues ivoiriennes n'est pas une priorité nationale pour les autorités ivoiriennes. La politique linguistique de la Côte-d'Ivoire peut donc être résumée par les deux phrases inscrites dans l'article 29 de la constitution ivoirienne. Et comme l'indique Turcotte (1979:425), « elle tient en une formule lapidaire ». L'article 29 de l'actuelle constitution de la Côte-d'Ivoire indique que « la

²⁵ - Il s'agit ici du titre VIII de l'article 67 portant sur la réforme de l'enseignement, adopté par le parlement ivoirien le 16 août 1977 (Lafage 1996:589, Lafage 2002).

langue officielle est le français. La loi fixe les conditions de promotion et de développement des langues nationales ».

3.3.2 Aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire

Comme nous venons de le dire, la politique linguistique ivoirienne porte principalement sur le français, langue officielle aux dépens des langues ivoiriennes. L'histoire de l'aménagement linguistique dans ce pays est pourtant plus avancée par rapport à sa politique. Dans les sections qui suivent, nous analyserons le rôle de l'Institut de Linguistique Appliquée (I.L.A) et de la Société Internationale de Linguistique (S.I.L) dans la standardisation et la graphisation des langues ivoiriennes. Nous nous bornerons aussi à l'introduction, dans les années 1971, de la télévision scolaire, dans l'enseignement du français en Côte-d'Ivoire.

3.3.2.1 Les travaux de l'I.L.A et de la S.I.L sur les langues ivoiriennes

L'aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire commence effectivement après l'indépendance du pays avec la création de l'I.L.A en 1966. En effet, l'I.L.A a été créé par décret le 8 novembre 1966 et était chargé entre autres d'entreprendre des travaux devant mener à la graphisation et à la standardisation des langues locales (Turcotte 1981:79). Ces recherches sur les langues ivoiriennes avaient pour objectif principal d'introduire ces parlers dans le système éducatif du pays. Notons à ce sujet que l'introduction des langues africaines dans l'enseignement a été considérée

indispensable à la suite d'une réunion²⁶ de l'UNESCO en 1966 au Mali, sur l'importance des langues maternelles dans l'éducation d'un enfant (Canut 1996:66, Dérive 1986:48).

Malgré le manque de direction de la politique linguistique ivoirienne concernant les langues locales, l'I.L.A a initié de nombreux travaux sur ces langues comme l'indiquent ces remarques de Lafage (1996:589):

A cette fin, depuis 1977, des descriptions scientifiques complètes ont été réalisées, du matériel didactique activement produit, des expérimentations prometteuses engagées, principalement pour les quatre langues démographiquement dominantes et régionalement dynamiques (une pour chacun des quatre groupes linguistiques répertoriés) : le baoulé, le bété, le dioula et sénoufo. Mais les textes définissant les modalités d'application de la loi de 1977 ne sont pas parus.

Les quatre langues ivoiriennes démographiquement dominantes, le dioula, le baoulé, le bété et le sénoufo, sont enseignées à l'Université d'Abidjan depuis les années 1978 (Turcotte 1981:87-8) grâce aux travaux menés par l'I.L.A.

Le gouvernement ivoirien, nous l'avons dit dans la section 2.4.2.3, a aussi entamé un projet pilote qui consiste à dispenser l'enseignement en sénoufo et en dioula au niveau du primaire. Commencé en 1970 à Katiola, un village au nord de la Côte-d'Ivoire, ce projet a été répété dans dix autres écoles pendant l'année scolaire 2001-2002, avec cette fois dix langues ivoiriennes au programme (Kube 2005:58). Après plus de trente ans de tentative d'introduction des langues locales dans l'enseignement, ces projets sont toujours à l'état expérimental et sont confrontés à plusieurs difficultés telles que le

²⁶ - Canut (1996:48) explique que cette réunion tenue en 1966 à Bamako, au Mali, avait décidé d'uniformiser les alphabets de 6 idiomes africains parlés dans différents pays de l'Afrique de l'ouest, afin de les introduire éventuellement dans les systèmes d'enseignement de ces pays. Ces langues étaient le fulfulde, le kanuri, le songhay, le manding et le tamasheq.

manque de volonté politique de la part des autorités ivoiriennes, et l'absence de politique linguistique concrète concernant les langues autochtones. Cependant, le gouvernement actuel s'est fixé comme objectif, l'introduction des langues nationales dans l'enseignement (Kube 2005:80-1), bien que les autorités n'aient toujours pas désigné ces langues.

Créée en 1969 en Côte-d'Ivoire, la Société Internationale de Linguistique (S.I.L) est le sigle francophone du « Summer Institute of Linguistics », un organisme américain à vocation religieuse (Turcotte 1981:89). La S.I.L entreprend ses activités en collaboration avec l'I.L.A et a pour objectif principal, de standardiser les langues ivoiriennes afin de reproduire des textes religieux dans ces idiomes. Ses grandes lignes d'actions étaient décrites comme suit:

- sur le plan linguistique: l'analyse et la description du système phonologique, grammatical et lexical de chaque langue donnée, avec publication des résultats;
- sur le plan culturel: l'enregistrement, la transcription et la traduction de récits locaux (contes, fables, proverbes, récits historiques), la production d'ouvrages destinés à aider les personnes alphabétisées en français dans la lecture de leur langue...
- sur le plan de la traduction: la traduction des récits locaux mentionnés ci-dessus, la traduction des livres et de récits bibliques et de livres éducatifs (Turcotte 1981:89).

Tout comme l'I.L.A, le bilan de la S.I.L est prometteur. Il existe aujourd'hui des traductions de la bible et des cantiques de chants dans au moins 20 idiomes ivoiriens (Kube 2005:58).

3.3.2.2 L'introduction de la télévision scolaire dans le système éducatif ivoirien

L'aménagement linguistique en Côte-d'Ivoire n'est pas limité qu'aux langues ivoiriennes. Même si la plupart des travaux actuels de l'I.L.A sont axés sur les langues locales, la majorité de ses premières recherches portaient sur le développement d'une méthode efficace pour l'enseignement du français, surtout au niveau du primaire. C'est ainsi que les autorités ivoiriennes ont entamé un processus de ré-aménagement du système éducatif qui a vu l'introduction de la télévision éducative dans l'enseignement du français.

Débuté en 1970, ce projet a été mené progressivement; il comptait 4% des élèves du pays dans ses effectifs en 1971 et autour de 70% en 1980 (Perrin 1988:10). La télévision scolaire était centrée sur l'utilisation du français, par les apprenants, comme langue de communication plutôt que matière d'enseignement (Lafage 1979:216). Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir le projet porter fruits. En effet, un rapport²⁷ de la Banque Mondiale estime qu'après plus d'une décennie d'introduction de la télévision éducative en Côte-d'Ivoire, le taux de redoublement au niveau primaire avait été réduit de 30% à 10%, tandis que la compétence orale des élèves en français était considérablement améliorée.

En dépit du succès apparent de l'emploi de la télévision dans le système éducatif ivoirien, l'introduction de cette méthodologie a aussi exposé de sérieux problèmes relatifs au manque de direction concrète de la politique linguistique ivoirienne. La

²⁷ - Il s'agit ici du rapport du département du développement humain de la Banque Mondiale sur l'enseignement à distance et les technologies de l'information et de la communication, publié en 2002.

question de l'inadaptation du programme à la dynamique sociolinguistique du pays et l'insuffisance de concertation entre les autorités et les enseignants sont les raisons évoquées pour expliquer l'abolition du projet « télévision scolaire » en 1981.

Il demeure toujours qu'après près de cinq décennies d'indépendance, l'histoire de la politique linguistique ivoirienne reste sans direction concrètement établie, surtout concernant le rôle que les langues locales ont à jouer dans la dynamique sociolinguistique du pays. Certes, les aménagements sur les langues ivoiriennes sont plus prometteurs, mais ceux-ci sont inadéquats dû au manque de volonté politique des autorités de mener ces projets au bout et à l'inexistence d'une fonction bien définie pour ces langues.

Face au besoin urgent pour la Côte-d'Ivoire de concevoir une politique linguistique nationale précise, qui prend en compte les réalités de la situation sociolinguistique du pays, il nous paraît nécessaire de comprendre les fondements de la politique linguistique entreprise par le pays depuis son indépendance en 1960. Nous présenterons donc, dans la section qui suit, les grandes lignes de la politique coloniale française dans le domaine des langues. Nous invoquerons aussi, dans une perspective comparative, les politiques linguistiques pratiquées par la Grande-Bretagne et la Belgique dans leurs colonies en Afrique sub-saharienne. Ces analyses nous permettront d'esquisser, au chapitre quatre, des typologies de politique linguistique cohérente et qui tiennent compte de la dynamique sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire.

3.4 Les fondements de la politique linguistique ivoirienne

Ce n'est pas un hasard si la langue française occupe une place incontestée dans la situation sociolinguistique de plusieurs pays africains francophones au sud du Sahara. Cette implantation du français a été accomplie essentiellement par le fait de la colonisation. Le français, par le fait de cette colonisation, a été accordé un statut incontesté dans les anciennes colonies françaises sub-sahariennes.

Après plus de quatre décennies d'indépendance de ces anciennes colonies, les signes du monopole que tient le français dans le domaine sociolinguistique de ces pays est toujours visible, et la Côte-d'Ivoire ne fait pas exception. On pourrait donc dire à juste titre que l'implantation du français en Côte-d'Ivoire s'est faite au détriment des langues ivoiriennes. En d'autres termes, le français est l'unique moyen d'accès à l'information officielle en Côte-d'Ivoire, et c'est aussi la seule langue de l'administration.

Pour fournir des clés à la compréhension de la politique linguistique adoptée par les autorités ivoiriennes à l'égard du français et des langues locales, il nous paraît utile de faire un rappel de la politique linguistique française pendant la période coloniale.

3.4.1 La politique linguistique coloniale de la France en Côte-d'Ivoire

Dès la création officielle de l'A.O.F en 1904, la France établit le poste de Gouverneur-Général. Celui-ci avait la responsabilité d'administrer toutes les colonies de la fédération, qui étaient au nombre de quatre à l'époque (Roberts 1928:309), y compris la

Côte-d'Ivoire. Basé à Dakar au Sénégal, c'est donc lui qui était chargé d'exécuter les politiques que l'administration française lui faisait parvenir de Paris.

Le système administratif des colonies était calqué sur les pratiques françaises (Turcotte 1981:65), et la seule langue admise dans l'administration de la colonie de la Côte-d'Ivoire était donc le français. Jules Carde, le Gouverneur-Général de l'A.O.F en 1924, tente de justifier cette décision par les propos suivants:

Ce n'est point ici le lieu de discuter sur la possibilité ou les avantages de donner à l'indigène une culture intellectuelle en se servant de sa langue maternelle [...] Cette diffusion du français est une nécessité. Nos lois et règlements sont publiés en français. C'est en français que les jugements des tribunaux sont rendus. L'indigène n'est admis à présenter ses requêtes qu'en français (Kwoffie 1977:6).

Les langues africaines furent donc strictement interdites dans toutes les colonies de l'A.O.F où la France avait recours principalement à des ressortissants français pour l'administration de ses territoires (Turcotte 1981:65). L'enseignement dans toute la colonie de la Côte-d'Ivoire n'était dispensé qu'en français (Kwoffie 1977:6). Dans une circulaire du 10 mai 1924, les autorités coloniales confirmèrent le statut du français en ces termes: « le français est seul en usage dans les écoles. Il est interdit aux maîtres de se servir avec leurs élèves des idiomes du pays » (Valdman et al. 1979:338). La France engagea le service d'interprètes africains formés par l'administration coloniale pour les interactions entre les administrateurs coloniaux et les populations locales. En ce qui concerne le système judiciaire, les décisions des tribunaux étaient rendues exclusivement en français. Les langues locales pouvaient par contre être utilisées dans les tribunaux coutumiers (Roberts 1928:317).

En adoptant le français comme l'unique langue officiellement autorisée dans le fonctionnement de la colonie de la Côte-d'Ivoire, les autorités coloniales se donnaient ainsi le moyen de confiner les langues locales dans la marginalité. A l'accession à l'indépendance de la plupart des pays de l'A.O.F en 1960, y compris la Côte-d'Ivoire bien entendu, aucune des langues autochtones de ces anciennes colonies n'était dotée ni d'un alphabet ni d'une transcription scientifique (Armstrong 1968:230-1). Le français était évidemment la seule langue prête à assumer le rôle de langue officielle et de l'enseignement.

Le statut des langues locales dans les colonies britanniques et belges en Afrique subsaharienne était cependant différent (Calvet 1974:222). Dans la section suivante, nous nous bornerons à la discussion des politiques entreprises par la Grande-Bretagne et la Belgique à l'égard des langues autochtones de leurs colonies. Nous limiterons nos analyses aux cas particuliers du Ghana, ancienne colonie britannique, et à la République Démocratique du Congo qui a été sous domination belge. Cette réflexion nous permettra de dresser une perspective comparative des politiques linguistiques entreprises par ces anciennes puissances coloniales et leurs conséquences dans le domaine sociolinguistique actuel de ces anciennes colonies. En établissant cette comparaison, nous serons en mesure d'esquisser, au chapitre quatre, une typologie d'intervention linguistique visant particulièrement à créer un bilinguisme harmonieux entre le français et les langues ivoiriennes.

3.4.2 La politique linguistique britannique dans les colonies d'Afrique sub-saharienne

Si la politique coloniale française avait pour but d'exclure les langues ivoiriennes, l'administration britannique quant à elle, avait compris très tôt l'importance du rôle que pourraient jouer les langues africaines au plan sociolinguistique dans leurs territoires. C'est ainsi qu'un comité d'enquête sur la réorganisation de l'école dans la région de l'Afrique occidentale va recommander en 1920, qu'un statut particulier soit accordé aux langues africaines. Dans la colonie du Ghana par exemple, qui présente les mêmes particularités sociolinguistiques que la Côte-d'Ivoire, l'autorité coloniale confirmait en 1920, la place qui serait accordée aux langues locales en ces termes:

Throughout all this our aim must be not to denationalize them, but to graft skillfully on their national characteristics the best attributes of modern civilization. For without preserving his national characteristics and his sympathy and touch with the great illiterate masses of his own people, no man can ever become a leader in progress, whatever other sort of leader he may become[...] Whilst an English Education must be given it must be based solidly on the vernacular (Gbedemah 1975:44-5).

Il ne fallut pas attendre longtemps pour voir cette décision se concrétiser dans les colonies britanniques en Afrique sub-saharienne. L'enseignement dans les territoires britanniques de cette partie de l'Afrique fut donc décentralisé dans le but de pourvoir aux besoins spécifiques des populations (Guyer 1970:57-8). Le programme scolaire défini par la circulaire de 1951 dans la colonie du Ghana avait pour objectif déclaré d'assurer un enseignement de base solide pendant les six premières années scolaires de l'enfant, et était réparti en trois ordres: de la première année à la troisième année, la langue vernaculaire doit être le seul médium d'enseignement, tandis que l'anglais est enseigné comme matière scolaire. L'anglais et la langue vernaculaire sont ensuite

utilisés dès la quatrième année comme médiums d'enseignement. Enfin, durant la sixième année scolaire, seul l'anglais est employé comme médium d'enseignement (Gbedemah 1975:46).

Il faut souligner par ailleurs que le Ghana, tout comme la Côte-d'Ivoire, n'a pas une langue vernaculaire officiellement reconnue à l'échelle nationale; le choix de la langue locale à enseigner au niveau du primaire reposait donc sur les langues vernaculaires régionales (Gbedemah 1975:44).

L'utilisation des langues locales, particulièrement dans le système éducatif s'avérait efficace et semblait favoriser la réussite scolaire. En effet, des recherches²⁸ menées pendant l'année scolaire 1965-1966 (soit après cinq et huit ans d'accession à l'indépendance par la Côte-d'Ivoire et le Ghana respectivement) ont révélé que le Ghana comptait trois cent douze mille sept cents (312700) élèves au niveau du secondaire et quatre mille trois cents (4300) au niveau supérieur, sur une population d'environ huit millions, tandis que le nombre d'élèves dans les institutions secondaires de la Côte-d'Ivoire s'élevait à vingt huit mille cent (28100) pour une population de trois million neuf cent mille (3900000). Les universités ivoiriennes comptaient un total de mille neuf cents (1900) étudiants pendant la même année scolaire (1965-1966) avec seulement un tiers de cet effectif d'origine ivoirienne (Clignet et Foster 1971:273).

A la différence de la Côte-d'Ivoire, il existait déjà au Ghana des littératures écrites, produites dans des langues locales comme le fantwi, le ga, l'éwé et le hausa dès les

²⁸ - Informations tirées de Clignet et Foster (1971:273). Ces recherches ont été entreprises et publiées par le Ministère ivoirien des Finances, des affaires économiques et du plan.

années 1955. Le gouvernement du premier président du Ghana, Kwame Nkrumah, institua des mesures pendant cette même année, afin d'assurer la continuité du programme scolaire en langues locales; les informations officielles étaient même publiées dans les quatre langues pré-citées, qui font partie des cinq langues démographiquement dominantes du pays (Gbedemah 1975:47-50, Kotey 1969:1).

La politique linguistique menée par la Grande-Bretagne en Afrique sub-saharienne fait apparaître la place privilégiée accordée aux langues africaines pendant la période coloniale. Les langues autochtones des anciennes colonies britanniques sont parvenues, de par le statut qui leur a été accordé pendant la colonisation, à jouer un rôle indispensable dans le maintien d'un bilinguisme harmonieux entre l'anglais et les langues africaines. L'anglais n'a pas pour autant été effacé du domaine sociolinguistique de ces pays. Au Ghana par exemple, l'anglais a été maintenu comme langue officielle.

La politique linguistique d'une autre puissance coloniale que nous nous proposons d'examiner dans la section suivante, la Belgique, présente plusieurs similitudes avec celle pratiquée par la Grande-Bretagne.

3.4.3 La politique linguistique coloniale dans les territoires belges

De son côté, la Belgique a mené une politique linguistique favorable au développement et à l'emploi des langues locales dans l'administration et les écoles de ses colonies en Afrique sub-saharienne. L'empire belge dans cette partie de l'Afrique était formé du Congo (l'actuelle République Démocratique du Congo), du Rwanda et du Burundi. Dans le cadre de cette analyse, nous limiterons nos observations au Congo. Cependant, les

remarques que nous ferons pour ce pays seront applicables au Burundi et au Rwanda, dû au fait que la politique linguistique menée par la Belgique dans toutes ses colonies d'Afrique sub-saharienne était similaire.

Il faut d'abord rappeler que le Congo est officiellement devenu une colonie belge en 1908 et fut ensuite rejoint par le Rwanda et le Burundi après la première guerre mondiale pour former l'empire colonial belge en Afrique sub-saharienne (Brausch 1961:40, Tétu 1987:161). La Belgique a tout de suite opté pour une politique linguistique qui avait pour but de promouvoir un multilinguisme intégral, contrairement à la politique qui était en vigueur dans les colonies françaises.

Examinant l'enseignement dans les territoires belges, deux commissions mises sur pied par le ministre des colonies, d'abord en 1906 et ensuite en 1922, ont conclu que « L'enseignement doit être donné en langue indigène » (Valdman et al. 1979:338). Pour la Belgique, l'enseignement et la promotion des langues africaines faisaient partie de la politique coloniale, pendant que le français maintenait son rôle de langue officielle (Poll 2001:165). Comme l'a révélé Valdman et al. (1979:339), les résultats de cette politique dans les territoires belges étaient impressionnants, à la différence de ce qui a été constaté dans les pays membres de l'A.O.F et de l'A.E.F. En effet, en 1959, 56% des enfants en âge de fréquenter l'école avaient accès à une éducation scolaire dans les territoires belges, tandis que le taux de scolarisation était de 9.72% dans les colonies françaises.

La logique d'une politique linguistique qui a pour but de promouvoir la co-existence entre les « langues coloniales » et les langues africaines était évidemment similaire pour les Britanniques et les Belges en Afrique sub-saharienne.

Le présent chapitre a établi que la Côte-d'Ivoire depuis son indépendance en 1960, a maintenu le français comme langue officielle, à côté d'une soixantaine de langues locales. Comme nous l'avons vu, la situation sociolinguistique du pays est d'autant plus complexe que la quasi-totalité des interventions dans le domaine linguistique ont fait de la langue de l'ancien colonisateur, le français, le parler le plus prestigieux. En ce qui concerne les langues ivoiriennes, en dépit de leur grand nombre de locuteurs et des nombreux travaux entrepris par l'I.L.A et la S.I.L pour les doter d'une graphie, elles restent toujours marginalisées. Certes, le statut actuel du français et des langues ivoiriennes a été en grande partie influencé par la politique linguistique coloniale de la France dans ses colonies en Afrique sub-saharienne. Cependant, le statut ainsi que le rôle des langues ivoiriennes et du français n'ont pas changé, même après l'indépendance du pays. Par contre, l'éducation en langues africaines au Ghana et dans la République Démocratique du Congo, ancienne colonie britannique et belge respectivement, est beaucoup plus avancée. En fait, cette situation est le résultat des politiques coloniales britanniques et belges, qui favorisaient l'utilisation des langues africaines dans l'éducation.

Néanmoins, grâce aux mesures prises par l'I.L.A (depuis sa création en 1966) pour élaborer des normes grammaticales et lexico-orthographiques pour les langues locales,

surtout pour les quatre principales langues ivoiriennes, toute politique linguistique en Côte-d'Ivoire devrait tenir compte de ces parlers locaux afin de créer un multilinguisme harmonieux.

Avec cet exposé sur la situation de la politique et la planification linguistique en Côte-d'Ivoire, nous avons maintenant une meilleure compréhension des statuts des langues en contact dans ce pays. En effet, partant du principe que toute communauté linguistique a le droit de vivre dans sa langue, il convient de plaider pour une rupture du monopole que tient le français en tant que langue officielle en Afrique francophone subsaharienne, notamment en Côte-d'Ivoire. Il va de soi qu'une telle politique de rupture du monopole du français en Côte-d'Ivoire devra mener à la valorisation des langues locales ivoiriennes. Et c'est d'ailleurs ce que nous tenons à élaborer dans le chapitre suivant. Signalons par ailleurs que notre but ne sera pas de plaider pour une politique linguistique qui choisisse d'aménager le statut du français en tant que langue officielle. Nous esquisserons plutôt une stratégie de valorisation des langues ivoiriennes qui se fondent sur le plurilinguisme et la diversité de la situation sociolinguistique ivoirienne. Une telle stratégie montrera aussi que l'unilinguisme officiel (construit autour du français) tel que pratiqué en Côte-d'Ivoire ne tient compte ni de la réalité sociolinguistique ivoirienne que nous avons exposée dans le chapitre deux, ni de la diversité socio-culturelle du pays.

Chapitre 4: S'affranchir du monopole du français en Côte-d'Ivoire

L'observation principale qui se dégage de nos analyses est que les différentes interventions dans le domaine linguistique en Côte-d'Ivoire et en Afrique francophone sub-saharienne, surtout pendant les cinq décennies d'indépendance de ces pays, sont toujours en dessous des attentes de plusieurs observateurs. Comme l'affirme Bamgbose (1991:11-2), la langue est non seulement l'un des fondements les plus importants de l'identité culturelle d'un peuple, mais aussi un moteur indispensable dans son processus de développement. Étant donné qu'une large frange de linguistes adhère à cette idée, il ya lieu de se soucier du manque de progrès dans les politiques de promotion des langues ivoiriennes. Même si la situation sociolinguistique actuelle de plusieurs pays francophones africains au sud du Sahara est un héritage du système colonial français, les différents gouvernements après l'indépendance ont perpétué cette politique linguistique de contradiction en marginalisant les langues locales (Heine 1990:175-6). L'argument le plus souvent avancé pour renforcer cette « dictature linguistique » dans les pays francophones au sud du Sahara tout comme en Côte-d'Ivoire, est que le français est la langue unificatrice face au morcellement linguistique de ces pays.

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons montrer qu'il est possible d'établir un multilinguisme harmonieux qui tient compte de la diversité linguistique de la Côte-d'Ivoire, tout en maintenant le français comme langue officielle.

Après avoir établi l'importance des langues ivoiriennes dans le processus de développement et de mobilisation des communautés locales, nous nous attarderons

dans un deuxième temps sur la question du modèle linguistique applicable à la Côte-d'Ivoire, et sur le choix des langues ivoiriennes dans le développement de cette stratégie de promotion des parlers locaux. Il s'agira dans cette partie d'esquisser les critères qui nous ont conduit à retenir telle ou telle langue. La troisième partie de ce chapitre tentera ensuite de montrer que notre plaidoyer pour la promotion des langues ivoiriennes n'implique pas le rejet du français comme langue officielle.

4.1 L'importance des langues ivoiriennes dans l'espace sociolinguistique du pays

Comme nous l'avons souligné plus haut dans la section 3.2, aucune intervention dans le domaine de la langue ne serait efficace sans la prise en compte des besoins linguistiques de la majorité de la population ivoirienne, qui est évidemment la plus touchée par ces politiques linguistiques. En effet, le français comme langue officielle est parlé par une minorité des Ivoiriens (Heine 1990:175). Ce qui suppose qu'en réalité, toute politique linguistique en Côte-d'Ivoire devrait œuvrer à la promotion des langues ivoiriennes, afin d'assurer une participation de la majorité de la population au processus de développement sociolinguistique du pays. Comme l'a soutenu Tengan (1994:125-6), il existe un lien entre tout processus de développement et la question sociolinguistique d'un pays. Tout processus de développement nécessite donc la participation de la majorité de la population, et cela passe principalement par la langue.

Il s'agira dans cette partie, de montrer dans un premier temps que les masses en Côte-d'Ivoire ont un rôle crucial à jouer dans le processus de développement sociolinguistique du pays. La marginalisation de la majorité de la population par

l'adoption d'une politique linguistique fondée sur l'unilinguisme est un obstacle à la promotion des langues locales. Cette analyse nous mènera à établir une stratégie de promotion des langues ivoiriennes susceptible de créer un rapport de complémentarité entre les parlers locaux et le français. Les observations que nous ferons pour la Côte-d'Ivoire pourraient s'appliquer à la situation de plusieurs pays francophones africains au sud du Sahara.

4.1.1 La promotion des langues ivoiriennes, obstacle à l'unité nationale ?

Nul n'ignore le lien indéniable qui existe entre la langue et le concept d'identité nationale. Il est reconnu que les langues africaines sont « le siège de l'identité collective » des peuples locaux (Chaudenson 1989:105). Dans la situation d'une société à majorité détentrice de parlers locaux comme langues maternelles, il n'est pas difficile de constater que les langues issues de la colonisation ne peuvent être symboles ni d'identité ni d'intégration nationale. Si donc seulement 1% de la population ivoirienne acquiert le français comme langue maternelle, comme nous l'avons souligné dans la partie 2.4.3.1, le français, langue officielle et langue de l'enseignement à tous les niveaux du système éducatif, ne peut pas être considéré comme un symbole de l'identité nationale ivoirienne, surtout pour la majorité de la population qui ne la parle pas.

Étant donné que les langues locales constituent le socle linguistique commun pour la plupart des Ivoiriens, nous sommes d'avis que toute politique linguistique devrait œuvrer à leur promotion. Comme l'affirme Bamgbose (1991:17-8), une politique de

promotion des langues africaines ne présente pas de danger quant à l'intégration nationale de ces pays. Une telle politique ne pose aucun obstacle non plus au maintien et à l'apprentissage du français en tant que langue officielle. Certains linguistes comme Alexandre (1972) maintiennent toujours que le multilinguisme représente une barrière à l'intégration nationale pour plusieurs pays africains au sud du Sahara:

Each local language is, moreover, intimately related to a tribal culture; thus use of a local language reinforces the attachment to a tribe, thereby going against the current of national sentiment, which is still only slightly developed. Use of all the local languages, should this be possible, would often lead to a fragmentation hardly conducive to nation-building (88).

Fishman (1968:45) et Bamgbose (1991:15-6) signalent par contre que le multilinguisme n'est une entrave ni à l'intégration nationale, ni à la stabilité socio-politique des pays qui œuvrent à la promotion de leurs langues locales. En fait, Fishman (1968:45) soutient que:

The general point here is that differences do not need to be divisive. Divisiveness is an ideologized position and it can magnify minor differences; indeed, it can manufacture differences in languages as in other matters almost as easily as it can capitalize on more obvious differences. Similarly, unification is also an ideologized position and it can minimize seemingly major differences or ignore them entirely, whether these be in the realm of language, religion, culture, race, or any other basis of differentiation.

Un autre aspect de cet argument est livré par Bamgbose (1991:15-6), qui explique que le multilinguisme n'est pas le facteur qui divise, mais ce sont plutôt les élites africaines qui se servent de la diversité linguistique de la population à des fins politiques.

Dans le contexte sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire, ce sont les langues locales de ce pays qui forment le socle linguistique commun des populations, puisqu'elles

représentent les langues premières de la majorité des ivoiriens. En dépit des politiques linguistiques dites « dictatoriales » en faveur du français, langue officielle, cette langue est toujours parlée par une minorité de la population ivoirienne (Heine 1990:29). Le français est ainsi loin d'être un symbole unificateur et d'appartenance commune pour la majorité des Ivoiriens. Il est admis que s'il est difficile de réaliser l'intégration et l'unité nationale dans un pays plurilingue comme la Côte-d'Ivoire, l'obstacle n'est pas d'ordre linguistique, mais plutôt d'ordre politique et idéologique (Kelman 1971:22). À la lumière de ce qui précède, notons que la promotion des langues ivoiriennes ne constitue pas un danger pour la stabilité politique du pays. Il y a lieu de retenir que ce n'est pas la pluralité linguistique du pays qui pose problème, mais les hommes politiques qui manipulent et divisent les populations en se servant de la question du multilinguisme.

Toutefois, la promotion des langues ivoiriennes ne suppose pas un abandon du français, comme langue officielle. Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, une coexistence harmonieuse entre le français et les langues locales de la Côte-d'Ivoire, présenterait des avantages quant à l'apprentissage du français.

4.1.2 Le rôle des langues ivoiriennes dans l'intégration et la mobilisation

Nous sommes d'avis que la place accordée aux langues ivoiriennes dans l'espace sociolinguistique actuel pourrait être un élément crucial dans la communication et la transmission des messages du gouvernement. Il y a lieu de noter que la mobilisation d'un peuple passe par de bonnes campagnes de sensibilisation. C'est également un fait qu'un gouvernement qui n'arrive pas à transmettre son message au peuple, aura du mal

à mobiliser la population. L'incapacité des gouvernements africains à expliquer leurs programmes de développement est l'une des entraves souvent mentionnées pour expliquer le manque de mobilisation des populations (Heine 1990:167).

Sous le régime colonial, la norme consistait à utiliser le français comme médium de communication dans tout le secteur public, ce qui servait bien sûr les intérêts d'une minorité éduquée. Les différents gouvernements ivoiriens ont continué cette pratique au détriment des intérêts des masses et du développement des langues locales. Du point de vue de l'accès à l'information et de la mobilisation de la population à la base, qui constitue la majorité d'ailleurs, il y aurait lieu de s'adresser au peuple dans une langue qui rendrait la communication plus facile (Mazrui 1996:109). Ce qui serait aussi une indication qu'enfin les intérêts des masses sont prises en compte. Une telle attitude serait fondée sur la reconnaissance de la réalité multilingue de la Côte-d'Ivoire. Cette fonction ne peut être remplie par le français parce que cette langue est non seulement parlée par une minorité de la population, mais elle ne constitue pas non plus la langue de l'identité culturelle pour la plupart des Ivoiriens.

La promotion des langues africaines constitue une question récurrente pour plusieurs pays. Dans la plupart de ces pays, cette question demeure, dans une large mesure, un problème politique exploité par l'élite africaine à des fins personnelles, comme nous l'avons expliqué dans la section 4.1.1. C'est dans ce même ordre d'idée que Calvet (1974:53-4) soutient que la connotation négative liée au mot « tribu », le plus souvent utilisé pour décrire les différents groupes linguistiques de l'Afrique, contribue à

exacerber les différences au lieu de promouvoir l'intégration. Il fait valoir par exemple que la communauté hausa du Nigéria qui compte plus de quinze millions de personnes est toujours considérée comme une tribu, alors que les Islandais qui sont près de 120,000 seraient une nation. Ces « conceptions péjoratives » contribuent à nier toute base linguistique et historique à ces soi-disantes tribus. Le multilinguisme africain est donc perçu comme un « multi-tribalisme », entravant ainsi l'intégration (Calvet 1974:52-4).

Quant à l'argument fondé sur la nécessité de cultiver un esprit national en maintenant l'héritage colonial selon lequel le français doit être la langue exclusive de l'éducation et du secteur public, nous tenons à signaler que l'intégration nationale dans les pays africains est favorisée par plusieurs facteurs autres que la langue (Mazrui 1969:334-5). A titre d'exemple, nous pouvons citer l'hymne national, le drapeau national, la fête nationale et bien d'autres symboles. Certes, la langue reste l'un des facteurs les plus importants de l'identité nationale de tout peuple, mais pour bon nombre de pays africains y compris la Côte-d'Ivoire, la promotion d'une langue commune n'est pas la condition sine qua non pour assurer l'intégration nationale. Rappelons qu'aucune langue ivoirienne, ni le français, n'a pu s'imposer comme langue véhiculaire dans tout le pays. L'échec de la politique linguistique actuelle de la Côte-d'Ivoire est évident. Après près de cinq décennies d'application, elle n'est parvenue qu'à exclure les masses du processus politique et socio-économique, ce qui est d'ailleurs le cas dans plusieurs autres pays francophones d'Afrique au sud du Sahara (Heine 1990:170-1). À ce stade, nous sommes d'avis qu'il y a lieu, plus que jamais, d'œuvrer à la promotion des langues

ivoiriennes afin d’instaurer un « multilinguisme convivial d’État »²⁹, comme c’est le cas dans plusieurs autres pays anglophones d’Afrique sub-saharienne.

4.2 Quelle stratégie adopter pour promouvoir les langues ivoiriennes?

Après les observations faites dans les sections 4.1.1 et 4.1.2, il est évident que le rôle que peuvent jouer les langues ivoiriennes dans la situation sociolinguistique de la Côte-d’Ivoire est incontournable. La promotion exclusive du français au détriment des langues ivoiriennes est une gestion du plurilinguisme ivoirien vouée à l’échec. Compte tenu du lien indéniable qui existe entre la langue et la culture de tout peuple, nous sommes d’avis que toute intervention dans le domaine de la langue doit tenir compte non seulement de la nature sociolinguistique du pays, mais aussi de ses réalités socioculturelles. Ce lien intime entre la langue, la culture et l’identité nationale renforce notre conviction que le monopole que tient le français en Côte-d’Ivoire doit être rompu, tout en maintenant un multilinguisme qui promeut à la fois le français et les langues ivoiriennes. Après le constat qu’il est nécessaire d’instaurer une relation conviviale entre le français et les langues locales de la Côte-d’Ivoire, nous tenons aussi à noter qu’il ne suffira pas seulement de passer des lois sur la promotion des langues ivoiriennes, mais il sera aussi nécessaire d’adopter des stratégies qui facilitent l’intégration de ces interventions, surtout dans le système éducatif.

²⁹ - Voir à ce sujet, Diki-Kidiri (2004), qui propose cette typologie de politique linguistique entre autres, pour plusieurs pays africains.

Tenant compte de la réalité sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire, développée dans le chapitre deux, nous nous proposons d'abord d'appliquer la typologie dressée par le linguiste Diki-Dikiri (2004:28-9), qui propose « une pyramide sociolinguistique africaine » à trois étages pour expliquer les différentes situations de multilinguisme en Afrique. Nous nous efforcerons ensuite dans cette section, d'esquisser une stratégie de promotion des langues ivoiriennes, surtout dans le secteur de l'éducation.

4.2.1 Stratégie de promotion des langues ivoiriennes dans le secteur de l'éducation

Il est admis que dans le domaine des langues, il existe un lien intime entre la politique linguistique d'un pays et sa politique d'éducation (Khubchandani 1983:65). La question qui se pose dans la cadre de cette étude sur la Côte-d'Ivoire est de savoir quelles langues enseigner? Jusqu'à quel niveau devraient-elles être enseignées? Devraient-elles être utilisées comme médium d'enseignement, ou enseignées uniquement en tant que matière? Avant de répondre à ces questions, nous tenons d'abord, en guise de rappel, à présenter un résumé de la situation sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire élaborée dans le chapitre deux. Pour ce faire, nous nous baserons sur l'une des six typologies du multilinguisme africain, développé par Diki-Kidiri (2004).

Dans sa description de la situation sociolinguistique africaine, Diki-Kidiri (2004:28) propose une pyramide à trois étages que nous reproduisons ici:

Figure 1 : Pyramide sociolinguistique africaine

La partie inférieure de la pyramide regroupe les langues de base. Il s'agit ici des langues vernaculaires utilisées dans un même pays. Ces langues appartiennent aux populations qui les parlent. Leur nombre atteint parfois plusieurs centaines à l'intérieur d'un même pays et n'ont bien entendu pas le même statut démographique.

La deuxième partie représente les langues de masse ou langues véhiculaires. Ces langues sont utilisées dans les échanges interethniques et sont largement intégrées aux cultures locales. Leur nombre peut atteindre la douzaine dans un même pays.

La troisième partie de la pyramide regroupe les langues de crête. Elles assurent les fonctions officielles et sont généralement des langues issues de la colonisation. Il faut d'emblée noter que d'une manière générale, ces langues occupent une position prestigieuse dans la quasi totalité des pays africains au sud du Sahara. Il n'y a pratiquement qu'une seule langue de crête par pays, mais quelques rares pays en ont jusqu' à trois.

Parmi les six typologies de situation sociolinguistique africaine développée par Diki-Dikiri (2004:29-33), l'on distingue un premier cas de figure où une seule langue de crête (langue officielle) coexiste avec plusieurs langues de base. Dans ce modèle, il n'existe pas de langues de masse (langues véhiculaires). De fait, la Côte-d'Ivoire présente une situation sociolinguistique similaire à ce modèle. Le français, la seule langue de crête, coexiste avec une soixantaine de langues de base. La langue héritée de la colonisation (dans ce cas, le français) a été adoptée comme langue de crête parce que son utilisation en tant que langue officielle est généralement perçue comme un choix neutre. Le pays ne compte pas de langues de masse comme nous l'avons souligné dans la section 2.4.3.3. Le dioula, qui assume la fonction de langue véhiculaire dans les secteurs informels de plusieurs grands centres urbains, n'a pas le statut de langue de masse à l'échelle nationale (Partmann 1981:15, Perrin 1988:7). En outre, il faut souligner que la Côte-d'Ivoire compte quatre langues principales; le dioula, le bété, le sénoufo et le baoulé, qui sont les langues maternelles de plus de 60% de la population et sont aussi utilisées comme langues véhiculaires intra-ethnique au niveau régional (Djité 1989: 495). Des locuteurs issus de groupes ethniques différents se servent d'une manière

naturelle de ces quatre langues principales pour leurs activités commerciales quotidiennes.

Dans le système éducatif ivoirien, l'enseignement se fait exclusivement en français. La Côte-d'Ivoire n'a jamais connu une politique d'éducation qui aurait permis la coexistence du français et des langues ivoiriennes. Compte tenu du lien intime entre les politiques linguistiques et le domaine de l'enseignement d'un pays, comme nous l'avons souligné plus haut dans ce chapitre, nous sommes d'avis que le système éducatif ivoirien devrait accorder une place fondamentale au dioula, au baoulé, au bété et au senoufo qui sont les quatre langues principales du pays, déjà utilisées naturellement dans les transactions interethniques à l'échelle régionale. Cette même politique est pratiquée dans les pays anglophones d'Afrique subsaharienne comme le Ghana, comme nous l'avons noté dans la section 3.4.2. Il faut par ailleurs retenir qu'il a été établi par l'UNESCO en 1965 lors de la conférence de Téhéran, que l'introduction des langues maternelles dans l'enseignement au cours des premières années d'éducation facilite l'acquisition des connaissances par un enfant (Dérive 1986:47-8, Canut 1996:67).

En conséquence, la stratégie suivante pourrait être adoptée en vue d'une introduction progressive des parlers ivoiriens dans le système éducatif, en commençant par les quatre principales langues véhiculaires interethniques de la Côte-d'Ivoire:

- Pendant les trois premières années du cycle primaire, les quatre principales langues véhiculaires du pays (le baoulé au sud-est, le bété au sud-ouest, le dioula dans le nord-ouest et le senoufo dans le nord-est) serviraient à la fois

comme véhicule d'enseignement et seraient enseignées comme matière, puisque ces langues assument déjà la fonction de langue véhiculaire dans les régions pré-citées correspondantes. Le français écrit et oral serait cependant enseigné comme matière.

- Dès la quatrième année toutes les matières scolaires seraient enseignées en français. Le français remplacerait donc les langues ivoiriennes comme médium d'enseignement à partir de la quatrième année du cycle primaire jusqu' à la fin du cursus scolaire.
- Les quatre principales langues ivoiriennes seraient par la suite maintenues comme matière d'enseignement tout au long du cursus scolaire.

Nous sommes d'avis qu'une telle structuration du système éducatif ivoirien mènerait non seulement à une introduction progressive de plusieurs autres langues locales dans l'enseignement, mais prendrait aussi en compte la réalité sociolinguistique du pays.

Les résultats d'une telle politique sont évidents dans les pays africains qui l'ont déjà mise en œuvre. Il est admis que les élèves qui utilisent les langues africaines, d'abord comme médium d'enseignement et ensuite en tant que matière scolaire, ont de plus fortes chances de réussite au cours de leur parcours scolaire (Ouédraogo 2002:11-2). Au Mali par exemple, où la politique avait été activement mise en œuvre entre 1979 et 1985 dans soixante seize écoles, auprès de dix mille élèves environ, les résultats ont été très décisifs (Canut 1996:67). De tels programmes expérimentaux existent au Sénégal,

au Burkina-Faso et en Côte-d'Ivoire. Les points forts des résultats de ces expérimentations sont que:

- Les élèves concernés maîtrisaient le français plus rapidement par rapport à ceux qui commençaient leur éducation en français;
- Les élèves concernés acquéraient d'autres aptitudes qui leur permettaient de réduire de deux ans le temps nécessaire pour achever le cycle primaire et réussissaient très bien dans le cycle secondaire (Ouédraogo 2002:11-5, Canut 1996:69).

Il va de soi que la stratégie d'introduction progressive des langues ivoiriennes dont nous avons fait état plus haut, fait appel à une nécessité de développer un plan de formation d'enseignants ainsi que la mise en place de matériels d'enseignement. A ce stade, il y a lieu de noter que tout a été mis en œuvre par l'Institut de linguistique appliquée d'Abidjan (I.L.A) pour assurer l'utilisation de ces langues dans le système éducatif. En effet, l'I.L.A dispose des capacités de formation des enseignants pour les quatre principales langues ivoiriennes et est aussi parvenu à développer le matériel didactique nécessaire pour l'enseignement de ces langues (Turcotte 1981:87-8).

Une telle organisation du système éducatif ivoirien pourrait servir de base à l'application plus générale d'une politique de promotion des langues locales.

4.2.2 Modélisation d'une stratégie de promotion des langues ivoiriennes parmi la population

Suivant la stratégie d'implantation régionale des langues ivoiriennes dans le système éducatif, les autorités pourraient emprunter les mêmes pistes dans le but de promouvoir les parlers locaux parmi la population générale. Il est tout à fait évident que les langues ivoiriennes ont un rôle indispensable à jouer dans le processus de démocratisation en cours dans le pays (Mazrui 1996:109-2). Une politique d'introduction des langues ivoiriennes dans le système éducatif permettra aux autorités d'intensifier le programme d'alphabétisation fonctionnelle en langues ivoiriennes et en français, commencé en 1975 (Turcotte 1981:87), tout en adoptant la stratégie d'implantation régionale décrite plus haut. Ainsi, les autorités pourraient mettre l'accent sur une politique d'alphabétisation de la masse, à la fois dans les quatre principales langues locales démographiquement dominantes et en français. Les locuteurs des langues autres que les quatre langues retenues devraient par contre être encouragés à utiliser leurs langues au sein de leurs familles et avec leurs enfants afin de sauvegarder ces parlers et leurs cultures. D'autres langues pourraient être introduites dans le programme d'alphabétisation au fur et à mesure qu'il gagne de l'ampleur parmi la population.

En d'autres termes, les langues ivoiriennes seront en mesure d'assurer la mobilisation des populations à la base et pourront même être utilisées dans les médias de communication afin que la majorité des Ivoiriens qui ne parlent pas le français fassent

partie intégrante du processus de développement et de démocratisation du pays (Mazrui 1996:113).

Au-delà de la question importante de la promotion des langues ivoiriennes, un de nos objectifs dans ce chapitre a été de faire valoir que la revalorisation des langues ivoiriennes n'implique pas un éventuel abandon du français en tant que langue officielle.

4.2.3 Proposition pour une promotion des langues ivoiriennes sans abandonner le français

A l'évidence de ce qui précède, la question qui se pose est de savoir si la promotion des langues ivoiriennes peut aller de pair avec le maintien du statut du français. En d'autres termes, une politique linguistique plus ouverte à l'utilisation des langues ivoiriennes serait-elle une entrave à l'ouverture de la Côte-d'Ivoire sur le monde moderne?

Compte tenu de la place incontestable qu'occupe le français dans la dynamique sociolinguistique de la Côte-d'Ivoire, surtout dans le système éducatif, toute intervention dans le domaine des langues visant à changer le statut du français dans ce pays, serait vouée à l'échec (Dérive 1986:49). Il en découle donc que bien que les arguments en faveur de la promotion des langues ivoiriennes soient nombreux, le rôle que joue le français, surtout dans le système d'éducation et dans les relations internationales est inestimable. Il va de soi que l'instauration d'un « multilinguisme

convivial » qui promeut une co-existence harmonieuse du français et des langues ivoiriennes est la politique évidente à poursuivre.

Étant donné les avantages que la promotion et l'enseignement des langues ivoiriennes présentent pour l'apprentissage du français, nous sommes d'avis que les autorités ivoiriennes devraient créer une relation de partenariat entre le français d'un côté et les langues locales de la Côte-d'Ivoire de l'autre. Ainsi, comme l'a affirmé l'ex-directeur adjoint de l'I.L.A, Laurent Duponchel, cité par Dérive (1986:48-9);

Nous attachons la plus grande importance aux langues négro-africaines dans l'appréciation des possibilités de développement du français. Cela ne signifie en aucune façon que la progression de l'une suppose le dépérissement des autres (...). En fait, c'est dans un rapport de complémentarité que le français trouve sa place et sa justification. Son rôle et son avenir dépendent donc, au premier chef, du rôle qui sera reconnu aux langues africaines.

A la lumière de notre esquisse des grandes lignes du domaine linguistique ivoirien et prenant en compte les quatre langues dominantes de la Côte-d'Ivoire, la stratégie d'implantation régionale des langues ivoiriennes ne nous semble pas être une politique qui pourrait exister indépendamment du statut du français, compte tenu de la place qu'occupe cette langue dans la situation linguistique du pays. L'équation à résoudre consisterait donc à adopter une approche progressive d'introduction des quatre principales langues des quatre zones linguistiques de la Côte-d'Ivoire. Ainsi, des documents fondamentaux comme les textes administratifs, les actes de naissance, les actes de mariages et les actes de décès, pourraient être produits en français et traduits dans l'une des quatre principales langues locales, selon la région.

Une telle politique permettrait non seulement d'assurer « un rapport de complémentarité » entre le français et les langues locales ivoiriennes, mais assurerait aussi la promotion de l'intégration de la Côte-d'Ivoire au contexte actuel de mondialisation. C'est une approche progressive de promotion des langues ivoiriennes, qui ne néglige ni le français, ni les parlers locaux de la Côte-d'Ivoire. Elle se veut une stratégie de partenariat plutôt qu'une politique révolutionnaire puisqu'il est tout à fait évident qu'il est inimaginable d'élaborer une stratégie de promotion des langues ivoiriennes sans tenir compte du rôle crucial que joue le français dans la dynamique sociolinguistique du pays.

Il convient de souligner qu'à l'instar de plusieurs pays d'Afrique francophone au sud du Sahara, la Côte-d'Ivoire a accordé une place incontestée au français au détriment de la promotion des langues ivoiriennes. Pourtant, l'argument selon lequel l'utilisation exclusive du français en Côte-d'Ivoire serait dans le but de neutraliser les différences linguistiques afin d'assurer l'unité nationale ne nous semble pas persuasif. En effet, après plusieurs décennies d'application, il s'est avéré qu'une telle politique n'est parvenue qu'à marginaliser les masses, qui demeurent soit illettrées ou incapables de mener leur éducation jusqu'au bout (Ploog 2007:3).

A l'argument reposant sur le besoin de cultiver l'unité nationale en adoptant le français comme langue exclusive dans l'enseignement et dans plusieurs autres secteurs de l'espace sociolinguistique ivoirien, répond un contre-argument selon lequel une telle

politique ne prend pas en charge la réalité de la diversité linguistique de la Côte-d'Ivoire. De fait, la promotion d'un multilinguisme harmonieux, qui n'abandonne pas le français comme langue officielle, mais qui promeut les langues locales dans le but de maintenir un rapport de complémentarité entre le français et les langues ivoiriennes, est la stratégie, nous semble-t-il, la mieux adaptée à la diversité linguistique de la Côte-d'Ivoire. Comme l'écrit Senghor³⁰ :

Tout d'abord remplacer le français, comme langue officielle et comme langue d'enseignement, n'est ni souhaitable, ni possible. Si du moins nous ne voulons pas être en retard au rendez-vous de l'an 2000.

En outre, il faut noter que le système éducatif ivoirien a un rôle crucial à jouer dans le développement de ce « multilinguisme convivial d'État » dont on a dit qu'il était fondé sur la réalité multilingue de la Côte-d'Ivoire. Il faut, pour atteindre ce but, rapprocher la population d'en bas de la classe des élites par la promotion des langues ivoiriennes tout en maintenant le statut du français.

D'après nos analyses, voilà comment les autorités ivoiriennes pourraient favoriser la cohésion sociolinguistique du pays. Ce qui fait défaut cependant, est le passage de la parole aux actes. La stratégie dont nous avons fait état dans ce chapitre, notons-le, est fondée et logique puisqu'elle a été mise en œuvre avec succès dans nombre de pays anglophone d'Afrique subsaharienne.

³⁰ - Citée d'après www.tlfg.ulaval.ca/axl/afrique/senegal.htm

V. Conclusion

Il est évident que la lutte pour la survie du français standard en tant que langue officielle en Côte-d'Ivoire requiert que les langues ivoiriennes trouvent la place qui leur revient dans la dynamique sociolinguistique du pays. C'est cette interconnectivité qui fait que plus que jamais en Côte-d'Ivoire, comme dans plusieurs autres pays d'Afrique francophone au sud du Sahara, il est nécessaire d'œuvrer pour un bilinguisme harmonieux entre le français en tant que langue officielle et les langues ivoiriennes. Dans le cadre de la stratégie d'introduction progressive des langues ivoiriennes dans les secteurs formels du pays, et dans le souci de contourner les difficultés socio-économiques qui peuvent entraver un tel projet, il y a lieu de privilégier d'abord les quatre langues ivoiriennes démographiquement dominantes du pays. Ceci, comme nous l'avons vu, peut se faire en fonction du secteur géographique où ces langues sont utilisées. Les langues concernées par la première phase de cette stratégie dont nous avons fait état dans le chapitre précédent, rappelons-le, disposent en grande partie de matériel didactique et sont même enseignées à l'Université d'Abidjan depuis 1978 (Turcotte 1981:87-8). Dans le but de faciliter l'introduction d'autres langues ivoiriennes dans le système éducatif, l'Institut de Linguistique Appliquée d'Abidjan poursuit toujours des travaux de codification dans ce domaine. C'est montrer par là, que les fondements pour la mise en œuvre d'une politique de partenariat existent. Ce qui pose vraiment problème c'est le manque de volonté politique de la part des décideurs ivoiriens.

Bien que la question de la promotion des langues ivoiriennes soit perçue comme un sujet complexe, il faut souligner que cette prétendue complexité est en grande partie le fait des politiciens qui n'hésitent pas à se servir du multilinguisme à des fins personnelles. Le maintien du français comme langue exclusive dans le système éducatif, dans la fonction publique et dans les médias en Côte-d'Ivoire pose un obstacle de taille non seulement à la conservation de l'identité culturelle ivoirienne, mais aussi à l'apprentissage effectif du français standard. L'une des conséquences concrètes de cette situation est l'émergence de variétés de français comme le F.P.I et le nouchi qui d'après plusieurs linguistes, sont en phase de devenir les langues maternelles des enfants nés dans les grands centres urbains du pays (Kube 2005:59). Face à ces observations, il est indispensable de formuler une politique linguistique axée sur le respect de la diversité culturelle et linguistique. C'est en tenant compte de ces diversités que les décideurs ivoiriens parviendront à mettre en place la relation de complémentarité entre le français et les langues ivoiriennes dont il est question dans cette étude.

De fait, le sujet dont il est question dans cette étude est de poids, d'autant plus que le taux de scolarisation dans les pays d'Afrique francophone subsaharienne est bas. Et, dans un contexte plurilingue comme celui dans lequel se trouvent nombre de ces pays, l'accès au français, qui est la seule langue d'instruction, est très limité. Il est donc urgent que les autorités de ces pays, y compris la Côte-d'Ivoire, accordent de véritables fonctions sociales à leurs langues locales. Les langues ivoiriennes pourront ainsi jouer un rôle majeur dans la circulation de l'information, surtout parmi les masses. C'est de cette

manière que cette majorité analphabète qui a longtemps été tenue à l'écart, pourra jouer le rôle qui lui incombe dans le développement socio-économique du pays.

Bref, contrairement aux affirmations qu'une politique de multilinguisme axée sur une stratégie de complémentarité entre le français et les langues ivoiriennes serait une illusion, il ressort de nos analyses que la diversité linguistique africaine est plutôt un atout. Et bien entendu, en regard des raisons de la pratique de l'unilinguisme en Côte-d'Ivoire, et des retombées d'une telle politique, les données semblent pencher en faveur de la valorisation des langues ivoiriennes à côté du français.

Bibliographie

- Adloff, R. (1964.). *West Africa: The French-speaking nations. Yesterday and today.* New York: Holt, Rinehart and Winston, Inc.
- Alexandre, P. (1972). *Languages and Language in Black Africa.* Evanston: Northwestern University Press.
- Armstrong, R. (1968). Language policies and language practices in West Africa. In J. Fishman, C. Ferguson & K. Das Gupta (Eds.), *Language problems of developing nations* (pp. 227-236). New York: John Wiley and Sons, Inc.
- Baggioni, D. (1992). *Multilinguisme et développement dans l'espace francophone.* Aix-en-Provence, France: Université de Provence, Institut d'Études Créoles et Francophones, URA 1041 du CNRS ; Diffusion Didier Érudition.
- Bamgbose, A. (1991). *Language and the nation. The language question in sub-Saharan Africa.* Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Barrat, J., & Moisei, C. (2004). *Géopolitique de la francophonie : Un nouveau souffle?* Paris : La Documentation Française.
- Boutin, A. B. (2002). La description de la variation: études transformationnelles des phrases du français de Côte-d'Ivoire. (<http://www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/19/resumBoutin.pdf>)
- Boutin, A. B. (2004). PCF en contexte Africain: Pré-enquête en Côte-d'Ivoire. *Colloque International de Phonologie*, 1-6.
- Bouvier, P. (1965). *L'accession du Congo belge à l'indépendance; essai d'analyse sociologique.* Bruxelles: Éditions de l'Institut de sociologie, Université libre.
- Brausch, G. (1961.). *Belgian administration in the Congo.* London: Oxford University Press.
- Brunschwig, H. (1966). *French colonialism, 1871-1914: Myths and realities; English translation [from the French].* New York: Pager.
- Calvet, L. -J. (2002). *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation.* Paris: Plon.
- Calvet, L. -J. (1974). *Linguistique et colonialisme.* Paris: Payot.

- Calvet, L. -J. (1981). *Les langues véhiculaires* (première éd.). Paris : Presses universitaires de France.
- Calvet, L. -J. (1987). *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris : Payot.
- Calvet, L. -J. (1993). *La sociolinguistique*. Paris: Presses universitaires de France.
- Canut, C. (1996). *Dynamiques linguistiques au Mali*. Paris: CIRELFA-Agence de la Francophonie.
- Chaudenson, R. (2004). In Chaudenson R., Dorothée R. (Éds.), *Situations linguistiques de la Francophonie: état des lieux*. Québec, Canada: Marquis.
- Chaudenson, R. (1989). *Vers une révolution francophone?* Paris: L'Harmattan.
- Chaudenson, R. (1991). *La francophonie : Représentations, réalités, perspectives*. Aix-en-Provence : Institut d'études créoles et francophones, Université de Provence.
- Clark, J. F., & Gardinier, D. E. (1997). *Political reform in francophone Africa*. Boulder: Westview Press.
- Cooper, R. L. (1996). *Language planning and social Change*. Cambridge: Cambridge University press.
- Dada, A. (1985). The new language policy in Nigeria: Its problems and its chances of success. In N. Wolfson, & J. Manes (Eds.), *Language of inequality* (pp. 285-293). New York: Mouton.
- de Vires, J. (1990). Language planning as conflict management. In P. H. Nelde (Ed.), *Language attitudes and language conflict* (pp. 17-27). Bonn: Dummler.
- Delavigne, V., & Gaudin, F. (2000). Actes de la journée en hommage à Louis Guespin, terminologue. Rouen, France.
- Dérive, J., & Marie-Josée, D. (1986). Francophonie et pratique linguistique en Côte-d'Ivoire. *Politique Africaine*, (23), 42-56.
- Diki-Kidiri, M. (2004). Multilinguisme et politiques linguistiques en Afrique. Paris. 27-36.
- Djité, P. G. (1989). French in the Ivory Coast. *The French Review*, 62(3), 494-504.
- Dumont, P. (c1990). *Le français, langue africaine*. Paris : L'Harmattan.

- Élimam, A. (1986). Choix de modèle de développement et glottopolitique. *Langages*, 21(83), 74-85.
- Fishman, J. (1968). Sociolinguistics and the language problems of developing countries. In J. Fishman, C. Ferguson & K. Das Gupta (Éds.), *Language problems of developing nations* (pp. 3-16). New York: John Wiley and Sons, Inc.
- Fishman, J. Diglossia and societal multilingualism: Dimensions of similarity and difference. *International Journal of the Sociology of Language*, 2002(157), January 12, 2009.
- Fishman, J., Ferguson, C., & Das Gupta, K. (Eds.). (1968). *Language problems of developing nations*. New York: John Wiley and Sons, Inc.
- Fishman, J. (1968). Nationality-nationalism and nation-nationism. In J. Fishman, C. Ferguson & K. Das Gupta (Eds.), *Language problems of developing nations* (pp. 39-51). New York: John Wiley and Sons, Inc.
- Gambier, Y. (1986). Droit et langues: application du bilinguisme institutionnel. *La Finlande bilingue: histoire, droit et réalités* (pp. 113-263). Québec: Bibliothèque nationale du Québec.
- Gardinier, D. E. (1997). The Historical Origins of Francophone Africa. In J. F. Clark, & D. E. Gardinier (Eds.), *Political Reform in Francophone Africa* (pp. 9-22). Colorado: Westview Press.
- Gauthier, F., Leclerc, J., & Maurais, J. (c1993.). *Langues & constitutions : Recueil des clauses linguistiques des constitutions du monde*. Québec : Office de la langue française.
- Gbedemah, F. F. K. (c1975). *Alternative language policies for education in Ghana* (1st ed.). New York : Vantage Press.
- Barrat J., Claudia M. (2004). *Géopolitique de la francophonie : un nouveau souffle?* (Paris: La Documentation Française.
- Gordon, Raymond G., Jr. (2005). *Ethnologue: Languages of the world, fifteenth edition*. <http://www.ethnologue.com/>
- Guespin, L., & J-B, M. (1986). Pour la glottopolitique. *Langages*, 21(83), 5-34.
- Guillou, M. (c1993.). *La francophonie : Nouvel enjeu mondial*. Paris: Hatier.

- Guyer, D. (1970). *Ghana and the Ivory Coast; the impact of colonialism in an African setting*. (1st Ed.). New York: Exposition Press.
- Hargreaves, J. D. (1967). *West Africa; the former French states*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Hargreaves, J. D. (1969). *France and West Africa: An anthology of historical documents*. London: Macmillan.
- Haugen, E. (1966). The problem of language. In E. Haugen (Ed.), *Language conflict and language planning: The case of modern Norwegian* (pp. 1-26). Massachusetts: Harvard University Press.
- Heine, B. (1990). Language policy in Africa. In B. Weinstein (Ed.), *Language policy and political development* (pp. 167-184). Norwood, New Jersey: Alex Publishing Corporation.
- Heine, B. (1970). *Status and use of African lingua francas*. München: Weltforum Verlag.
- Kaye, A. Diglossia: The state of the art. *International Journal of the Sociology of Language*, 2001(152), February 2, 2009.
- Kazadi Ntole. (Between 1990-1992). *L'Afrique afro-francophone*. Aix-en-Provence: Institut d'études créoles et francophones.
- Keith, A. B. (1919.). *The Belgian Congo and the Berlin act*. Oxford: Clarendon Press.
- Kelman, H. C. (1971). Language as an aid and barrier to involvement in the national system. In J. Rubin, & H. J. Bjorn (Éds.), *Can language be planned?* (pp. 21-51). Hawaii: The University Press of Hawaii.
- Khubchandani, L. (1982). Language-Promotion Activities. *Plural languages, plural cultures* (pp. 65-86). Hawaii: University of Hawaii Press.
- Kotey, P. A. (1969). *Directions in Ghanaian linguistics: A brief survey*. Ohio University, Center for International Studies.
- Kube, S. (2005). *La francophonie vécue en Côte-d'Ivoire*. Paris: L'Harmattan.
- Kwofie, E. N. (1977). *La langue française en Afrique occidentale francophone*. Québec: Centre international de recherche sur le bilinguisme.

- La Banque Mondiale. (2002). *Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*. Washington: La Banque Mondiale.
<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2002/chapters/french/>
- La Banque Mondiale. (2003). *Les Objectifs du Millénaire pour le développement: un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*. Washington: La Banque Mondiale. <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2003/chapters/french/>
- Léger, J. (c1987). *La francophonie : Grand dessein, grande ambiguïté*. Lasalle, Québec : Hurtubise HMH.
- Lafage, S. (1979). Rôle du français populaire dans le continuum langues Africaines/français de Côte-d'Ivoire. *Le Français Moderne*, 47(3), 208-219.
- Lafage, S. (1996). La Côte-d'Ivoire: Une appropriation nationale de français. In D. Robillard, & M. Beniamino (Éds.), *Le français dans l'espace francophone* (pp. 587-602). Paris: Honoré Champion.
- Lafage, S. (2002). *Le lexique français de Côte-d'Ivoire, appropriation et créativité*. Paris: Institut de linguistique Française.
- Leclerc, J. (1986). La guerre des langues. In J. Leclerc (Éd.), *Langue et Société* (pp. 121-206). Québec: Mondia.
- Leclerc, J. (2007). *L'aménagement Linguistique dans le monde*.
<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/index.shtml>
- Lieberson, S. (1981). Ethnic diversity and national language. In S. Lieberson (Ed.), *Language diversity and language contact* (pp. 1-126). Stanford, California: Stanford University Press.
- Manessy, G., & Wald, P. (1984). *Le français en Afrique noire : Tel qu'on le parle, tel qu'on le dit*. Paris: L'Harmattan.
- Manning, P. (1988.). *Francophone sub-Saharan Africa, 1880-1985*. Cambridge [England]; New York : Cambridge University Press.
- Mazrui, A. (1996). *Language policy and the foundations of democracy: An African perspective*. 118, 107-124.
- Mazrui, A. (1969). Pluralism and national integration. In L. Kuper, & M. G. Smith (Eds.), *Pluralism in Africa* (pp. 333-349). California: University of California Press.
- Milcent, E. (1958.). *L'A.O.F. entre en scène*. Paris, Éditions Témoignage chrétien.

- Mudimbe, V. Y. (1979). Culture et politique linguistique en Afrique noire. *Français Moderne*, 47(3), 193-207.
- Mundt, R. (1997). Côte-d'Ivoire: Continuity and change in a semi-democracy. In F. J. Clark, & E. G. David (Eds.), *Political reform in francophone Africa* (pp. 182-203). Colorado: Westview Press.
- Murphy, P., Anzalone, S., Bosch, A., & Moulton, J. (2002). *Améliorer les possibilités d'apprentissage en Afrique*. Washington: Banque Mondiale.
- N'guessan, K. J. (2006). Le nouchi et les rapports dioula-français. *Bulletin du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique Noire*, (21), 177-191.
- Ouédraogo, M. (2002). The use of African languages in educational systems in Africa. *International Institute for Capacity Building in Africa*, 4, 1-20.
- Partmann, G. H. (1981). L'identité nationale et l'ivoirisation du français. *Bulletin de l'Observation du Français Contemporain en Afrique Noire*, (2), 13-22.
- Pasch, H. (1984). The choice of *linguae francae* in triglossic environments in Africa. In M. Putz (Ed.), *Language choices: Conditions, constraints and consequences*. (pp. 45-54). Philadelphia: John Benjamins Publishing Company.
- Perrin, G. (1988). La population francophone de Côte-d'Ivoire: données statistiques et estimations pour 1980. *Bulletin du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique Noire*, 7, 5-24.
- Ploog, K. (2001). Le non-standard entre norme endogène et fantasme. *Cahiers d'Études Africaines*, 3-4(41), 423-442.
- Ploog, K. (2007). Pour une approche comparative des dynamiques structurelles du français en Afrique. Paper presented at the *Étude de syntaxe: français parlé hors de France, Créoles*, Paris. 1-8.
- Poll, B. (2001.). *Francophonies périphériques : Histoire, statut et profil des principales variétés du français hors de France*. Paris : L'Harmattan.
- Rakotomalala, D. (2005). *Le partenariat des langues dans l'espace francophone: description, analyse, gestion*. Paris: L'Harmattan.
- Remi, C., & Foster, P. (1971). Convergence and divergence in educational development in Ghana and the Ivory Coast. In P. Foster, & R. A. Zolberg (Eds.), *Ghana and the Ivory Coast: Perspectives on modernization* (pp. 265-291). Chicago: The University of Chicago Press.

- Robert, H. S. (1928). French West Africa. In H. S. Robert (Ed.), *The history of French colonial policy: 1870-1925* (pp. 302-337). Connecticut: Archon Books.
- Tétu, M. (1987.). *La francophonie; histoire, problématique et perspectives*. Montréal: Guérin.
- Tengan, A. B. (1994). Languages in African society and culture: A view on cultural authenticity. In M. Putz (Ed.), *Language contact, language conflict* (pp. 125-138). Philadelphia: John Benjamin.
- Turcotte, D. (1979). La planification linguistique en Côte-d'Ivoire: faire du français le véhiculaire national par excellence. *Revue Canadienne des Études Africaines*, 13(23), 423-439.
- Turcotte, D. (1981). *La Politique linguistique en Afrique francophone. Une étude comparative de la Côte-d'Ivoire et de Madagascar*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- UNESCO. (1976). *Conférence des ministres de l'éducation des États membres d'Afrique*, No. 19 c/103. Lagos, Nigeria.
- Valdman, A. (1979). *Le français hors de France*. Paris : Honoré Champion.
- Van De Craen, P. (1986). Vers des glottopolitiques scientifiques. *Langages*, 21, 117-127.
- Vennetier, P., Arnaud, J. C., & Daverat, G. (1983.). *Atlas de la Côte d'Ivoire*. (2nd éd.). Paris, France: Édition Jeune Afrique.